



ANNEXES DU RAPPORT D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

(25 septembre au 26 octobre 2023)

RELATIVE AUX DEMANDES :

- D'AUTORISATION DE DÉFRICHER 49ha 44a 10ca POUR UN PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL**
- DE PERMIS DE CONSTRUIRE UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL au lieudit «Laouillé» commune d'ONESSE-LAHARIE (40)**

diligentée par M. Daniel DECOURBE 
commissaire-enquêteur

Pétitionnaire: **SAS ARKOLIA INVEST 94** représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE

Arrêté DDTM/MAP/AJEP/2023-1141 de Madame la préfète des Landes du 31/08/2023

Destinataires :

- Mme. la préfète des Landes à **MONT DE MARSAN** (2ex dont 1 DDTM40)
- Mme. la présidente du tribunal administratif de **PAU**
- Archives du commissaire-enquêteur

SOMMAIRE

Numéro	Nature de la pièce
1	Décision de désignation CE par TA PAU
2	Arrêté préfectoral d'organisation d'enquête publique unique
3	Lettre de Mission de la DDTM40 au CE
4	Avis d'enquête publique unique
5	Copies des publications de l'avis d'enquête dans la presse et internet
6	PV de Synthèse des observations
7	Pouvoir donné à Mme JOACHIN Héloïse
8	Certificat affichage délivré par le maire d'ONESSE LAHARIE
9	Mémoire en réponse d'ARKOLIA INVEST 94

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAU

25/08/2023

N° E23000067 /64

la présidente du tribunal administratif

Décision désignation commission ou commissaire du 25/08/2023

CODE : 1

Vu enregistrée le 04/08/2023, la lettre par laquelle Madame la Préfète des Landes demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet:

Demande de défrichement et d'un permis de construire pour un projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol > 250Kw sur la commune d'Onesse-Laharie ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R.122-8 II 16° et R.123-1 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 2022 donnant délégation de signature à Madame Sylvande Perdu, Vice-Présidente ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2023 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Daniel DECOURBE est désigné(e) en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Monsieur Alain JOUHANDEAUX est désigné(e) en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Madame la Préfète des Landes, à Monsieur Daniel DECOURBE et à Monsieur Alain JOUHANDEAUX.

Fait à Pau, le 25/08/2023

la vice-présidente,

Arrêté DDTM/MAP/AJEP/2023-1141

Arrêté prescrivant une enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire dans le cadre d'un projet d'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque au sol sur la commune d'ONESSE-LAHARIE

**Demandeur :
SAS ARKOLIA INVEST 94
Représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE**

**La préfète,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 120-1-I ; L. 122-1 à L. 122-14 ; L. 123-1-A ; L. 123-1 à L. 123-18 ; R. 122-1 à R. 122-27 et R. 123-1 à R. 123-34 ;

VU le code forestier (nouveau), notamment ses articles L. 341-1 et suivants et R. 341-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 422-2 ; R. 421-1 ; R. 421-9 ; R. 423-16 ; R. 423-32 et R. 423-57 ;

VU le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHÉRI, préfète des Landes ;

VU le décret du 21 juin 2023 portant nomination de Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire général de la préfecture des Landes et sous-préfète de Mont-de-Marsan ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-346-DC2PAT du 24 juillet 2023 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire général de la préfecture des Landes ;

VU la demande de défrichement n° C2022-104 déposée le 9 mai 2023 et la demande de permis de construire n° PC 040 210 23 C0008 déposée le 9 mai 2023, en vue de l'édification d'une centrale solaire photovoltaïque au sol sur la commune de Onesse-Laharie ;

VU l'étude d'impact, le résumé non technique indiquant les incidences éventuelles du projet sur l'environnement ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 27 juillet 2023 et la réponse du maître d'ouvrage ;

VU les avis annexés au dossier d'enquête publique unique ;

VU la décision n° E23000067/64 de la présidente du tribunal administratif de Pau du 25 août 2023 désignant Monsieur Daniel DECOURBE en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Alain JOUHANDEAUX en qualité de suppléant, en vue de la conduite de l'enquête publique unique relative à la demande susvisée ;

ARRÊTE :

Article 1 – Il sera procédé, sur le territoire de la commune d’Onesse-Laharie à une enquête publique unique relative à une demande d’autorisation de défrichement n° C2022-104 sur une superficie de 49 ha 44 a 10 ca et une demande de permis de construire n° PC 040 210 23 C0008 déposées par la SAS ARKOLIA INVEST 94 représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE pour l’édification d’une centrale solaire photovoltaïque au sol.

L’enquête publique unique se déroulera durant 32 jours consécutifs, **du lundi 25 septembre 2023 à 08h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17h00.**

Ce projet est soumis à une enquête publique unique pour une autorisation de défrichement et pour une demande de permis de construire au titre des articles L. 123-2 ; L. 123-6 et R. 123-2 du code de l’environnement.

Article 2. – La préfète des Landes est l’autorité compétente pour prendre l’arrêté d’autorisation de défrichement et l’arrêté accordant permis de construire.

Article 3. – Monsieur Daniel DECOURBE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, et Monsieur Alain JOUHANDEAUX en qualité de suppléant, par décision n° E23000067/64 de la présidente du tribunal administratif de Pau du 25 août 2023.

Article 4. – Pendant la durée de l’enquête, le dossier d’enquête comprenant notamment les demandes de défrichement et de permis de construire, l’étude d’impact, le résumé non technique, l’avis de l’autorité environnementale et la réponse du maître d’ouvrage, pourra être consulté :

- sur support papier : à la mairie d’Onesse-Laharie, siège de l’enquête publique unique, aux jours et heures habituels d’ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 08h30 à 12h30 et de 13h00 à 17h00 ;
- sur un poste informatique : à la mairie d’Onesse-Laharie, siège de l’enquête publique unique, aux jours et heures habituels d’ouverture des bureaux ;
- sur le site internet des services de l’État dans les Landes : à l’adresse suivante www.landes.gouv.fr puis sélectionner rubrique Publications – Publications légales – Enquêtes publiques.

Du lundi 25 septembre 2023 à 08h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17h00, les observations et propositions relatives au projet pourront être :

- consignées par écrit sur le registre d’enquête ouvert à cet effet à la mairie d’Onesse-Laharie, siège de l’enquête publique unique ;
- envoyées par courrier à l’attention de Monsieur le commissaire enquêteur à la mairie d’Onesse-Laharie, siège de l’enquête publique unique – 232, place des platanes – 40 110 ONESSE-LAHARIE ;

- transmises par courriel à ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr **avant le jeudi 26 octobre 2023 à 17h00**. Elles devront porter la mention : « à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur (EP Déf + PC CPV ONESSE-LAHARIE) ».

Les courriers seront annexés dès réception, au registre d'enquête déposé à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique et tenus à disposition du public.

Les courriels seront mis en ligne sur le site des services de l'État dans les Landes et retransmis au commissaire enquêteur, dans les meilleurs délais.

Toutes observations ou courriels réceptionnés après la date de clôture de l'enquête et tous les courriers postés après la date de clôture de l'enquête (cachet de la poste faisant foi), ne pourront pas être pris en considération par le commissaire enquêteur.

Dès publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête et pendant la durée de l'enquête, toute personne peut obtenir communication du dossier d'enquête publique unique, sur sa demande et à ses frais, à la direction départementale des territoires et de la mer des Landes, service nature et forêt (SNF) (05 58 51 30 60), service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94). Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Article 5. – Monsieur Daniel DECOURBE, commissaire enquêteur, se tiendra à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, à la disposition du public pour recevoir ses observations dans les conditions suivantes :

- | | |
|------------------------------|------------------|
| • lundi 25 septembre 2023 : | de 08h30 à 11h30 |
| • lundi 2 octobre 2023 : | de 14h00 à 17h00 |
| • mercredi 11 octobre : | de 08h30 à 11h30 |
| • vendredi 20 octobre 2023 : | de 14h00 à 17h00 |
| • jeudi 26 octobre 2023 : | de 14h00 à 17h00 |

Article 6. – Un avis d'enquête publique unique informant le public de l'ouverture de l'enquête sera composé et édité par le demandeur.

Il sera publié, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique unique, et pendant toute la durée de celle-ci :

- par le demandeur, par voie d'affiches et éventuellement par tous autres procédés, sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage de l'aménagement et visible de la voie publique.

Les affiches mesurent au moins 42 cm sur 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre « AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R.123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune – arrêté ministériel du 9 septembre 2021 concernant l'avis d'enquête prévu à l'article R.123-11 du code de l'environnement ;

- par le maire d'Onesse-Laharie, par voie d'affiches, éditées par le demandeur, visibles de la voie publique et éventuellement par tous autres procédés dans la mairie concernée. Il sera justifié de cette formalité par un certificat d'affichage ;

- par la préfète :

- ✓ avec l'arrêté d'ouverture d'enquête publique unique sur le site internet des services de l'État dans les Landes, rubrique Publications – Publications légales – Enquêtes publiques ;
- ✓ au frais du demandeur, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans au minimum deux journaux régionaux ou locaux.

Article 7. – Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur peut faire compléter le dossier de documents utiles à la bonne information du public. Ces documents sont joints au dossier tenu au siège de l'enquête avec un bordereau précisant la nature des pièces et la date à laquelle ils ont été ajoutés, ainsi que sur le site internet.

Article 8. – À l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur convoquera, dans la huitaine, le demandeur et lui communiquera sur place les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations.

Article 9. – Le commissaire enquêteur transmettra le rapport d'enquête à la préfecture des Landes et une copie à la direction des territoires et de la mer des Landes avec ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération, ceci dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique unique.

Article 10. – Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique unique à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, à la direction départementale des territoires et de la mer des Landes – service nature et forêt (SNF) (05 58 51 30 60) – service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94) ainsi que sur le site internet www.land.es.gouv.fr rubrique Publications – Publications légales – Enquêtes publiques.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra également demander à la préfecture des Landes, direction départementale des territoires et de la mer – service nature et forêt (SNF) (05 58 51 30 60) – service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94) – communication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, dans les conditions prévues au code des relations entre le public et l'administration.

Article 11. – Toutes informations portant sur ladite demande pourront être sollicitées auprès de la SAS ARKOLIA INVEST 94 – Madame Héloïse JOACHIM – Zone d'activités du Bosc – 16, rue des vergers – 34 130 MUDAISSON – 06 75 27 40 12 – hjoachim@arkolia-energies.com .

Article 12. – La préfète des Landes, la directrice départementale des territoires et de la mer des Landes, le maire d'Onesse-Laharie et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le **31 AOUT 2023**



Pour la préfète
La Secrétaire générale
Stéphanie MONTEUIL



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Mission d'appui et de pilotage**

Bureau des affaires juridiques et des enquêtes publiques

Affaire suivie par : Marine BÉHEM
Chargée d'affaires juridiques
Tél : 05 58 51 31 50
Mél : ddtm-bajep@landes.gouv.fr

Mont-de-Marsan, le **31 AOÛT 2023**

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire dans le cadre d'un projet d'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque au sol sur la commune d'Onesse-Laharie.

Cette enquête, pour laquelle la présidente du tribunal administratif vous a désigné en qualité de commissaire-enquêteur, se déroulera du lundi 25 septembre 2023 à 08h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17h00 inclus, à la mairie d'Onesse-Laharie où vous vous tiendrez à la disposition du public les :

- lundi 25 septembre 2023 : de 08h30 à 11h30
- lundi 2 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00
- mercredi 11 octobre : de 08h30 à 11h30
- vendredi 20 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00
- jeudi 26 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00

Le dossier papier et le registre d'enquête publique qu'il vous appartiendra de coter et parapher vous ont été remis lors de votre passage dans mes services le 31 août 2023. Les éventuelles pièces complémentaires manquantes vous seront transmises par mes services dès réception.

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à votre disposition et clos par vous, accompagné de l'ensemble des pièces mises à l'enquête.

Monsieur Daniel DECOURBE
1200, avenue de Tresbarats
40 140 SOUSTONS

Direction départementale des territoires et de la mer des Landes
351 Boulevard Saint-Médard - BP369 - 40012 Mont-de-Marsan CEDEX
Tél.: 05 58 51 30 00
www.landes.gouv.fr

Dès réception du registre et des documents annexés, vous convoquerez sous huitaine, le responsable du projet et lui communiquerez les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, dispose d'un délai de quinze jours pour produire des observations éventuelles.

Il vous appartiendra d'adresser, dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, le dossier et le registre d'enquête accompagnés de votre rapport et de vos conclusions motivées à la préfecture des Landes avec copie à la DDTM des Landes.

Je précise qu'après réception de ces deux derniers documents, vos indemnités seront fixées par le tribunal administratif et réglées par la SAS ARKOLIA INVEST 94 (SIRET n° 907 926 075 00017), représentée par Monsieur Jean-Sébastien Bessière – Zone d'activités du Bosc – 16, rue des vergers – 34 130 MUDALSON.

Je vous remercie de bien vouloir remplir cette mission.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tous renseignements complémentaires que vous souhaiteriez obtenir dans le cadre de cette enquête.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La directrice départementale



Nadine CHEVASSUS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire pour un projet d'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque au sol sur la commune d'ONESSE-LAHARIE.

Demandeur : ARKOLIA INVEST 94
Représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE
16, rue des vergers – Zone d'activité du Bosc
34 130 MUDAISSON

Une enquête publique portant sur le projet susmentionné, est ouverte à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, durant 32 jours consécutifs, **du lundi 25 septembre 2023 à 08h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17h00.**

La préfète des Landes est l'autorité compétente pour prendre l'arrêté d'autorisation de défrichement et l'arrêté accordant permis de construire.

Monsieur Daniel DECOURBE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, et Monsieur Alain JOUHANDEAUX en qualité de suppléant, par décision n° E23000067/64 de la présidente du tribunal administratif de Pau du 25 août 2023.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête comprenant notamment les demandes de défrichement et de permis de construire, l'étude d'impact, le résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du maître d'ouvrage :

- sur support papier : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 08h30 à 12h30 et de 13h00 à 17h00 ;
- sur un poste informatique : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;
- sur le site internet des services de l'État dans les Landes : à l'adresse suivante www.landes.gouv.fr puis sélectionner rubrique Publications – Publications légales – Enquêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, **du lundi 25 septembre 2023 à 08h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17h00**, être :

- consignées par écrit sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique ;
- envoyées par courrier à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique – 232, place des platanes – 40 110 ONESSE-LAHARIE ;

- transmises par courriel à ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr avant le **jeudi 26 octobre 2023 à 17h00**. Elles devront porter la mention : « à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur (EP Déf + PC CPV ONESSE-LAHARIE) ».

Monsieur Daniel DECOURBE recevra le public à la mairie d'Onesse-Laharie aux dates et heures suivantes :

- lundi 25 septembre 2023 : de 08h30 à 11h30
- lundi 2 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00
- mercredi 11 octobre : de 08h30 à 11h30
- vendredi 20 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00
- jeudi 26 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, la SAS SAS ARKOLIA INVEST 94, représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE – Zone d'activités du Bosc – 16, rue des vergers – 34 130 MUDAISSON – 06 75 27 40 12 – hjoachim@arkolia-energies.com.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur sera déposée à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, à la direction départementale des territoires et de la mer des Landes – service nature et forêt (SNF) (05 58 51 30 60) – service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94) – et sur le site internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

**AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE
PARUS DANS LA PRESSE LOCALE
ET PUBLIES SUR INTERNET**

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DES LANDES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire pour un projet d'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque au sol sur la commune d'ONESSE-LAHARIE.

Demandeur : ARKOLIA INVEST 94

Représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE 16, rue des vergers - Zone d'activité du Bosc 34 130 MUDAISON

Une enquête publique portant sur le projet susmentionné, est ouverte à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, durant 32 jours consécutifs, du lundi 25 septembre 2023 à 08h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17h00.

La préfète des Landes est l'autorité compétente pour prendre l'arrêté d'autorisation de défrichement et l'arrêté accordant permis de construire.

Monsieur Daniel DECOURBE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, et Monsieur Alain JOUHANDEAUX en qualité de suppléant, par décision n° E23000067/64 de la présidente du tribunal administratif de Pau du 25 août 2023.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête comprenant notamment les demandes de défrichement et de permis de construire, l'étude d'impact, le résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du maître d'ouvrage :

- sur support papier : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 08h30 à 12h30 et de 13h00 à 17h00 ;

- sur un poste informatique : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;

- sur le site internet des services de l'État dans les Landes : à l'adresse suivante www.landes.gouv.fr puis sélectionner rubrique Publications - Publications légales - Enquêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, du lundi 25 septembre 2023 à 08h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17h00, être :

- consignées par écrit sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique ;

- envoyées par courrier à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique - 232, place des platanes - 40 110 ONESSE-LAHARIE ;

- transmises par courriel à ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr avant le jeudi 26 octobre 2023 à 17h00. Elles devront porter la mention : « à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur (EP Déf + PC CPV ONESSE-LAHARIE) ».

Monsieur Daniel DECOURBE recevra le public à la mairie d'Onesse-Laharie aux dates et heures suivantes :

- lundi 25 septembre 2023 : de 08h30 à 11h30

- lundi 2 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00

- mercredi 11 octobre 2023 : de 08h30 à 11h30

- vendredi 20 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00

- jeudi 26 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, la SAS ARKOLIA INVEST 94, représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE - Zone d'activités du Bosc - 16, rue des vergers - 34 130 MUDAISON - 06 15 27 40 12 - hjoachim@arkolia-energies.com.

Copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur seront déposées à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, à la direction départementale des territoires et de la mer des Landes - service nature et forêt (SNF) (05 58 51 30 60) - service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94) - et sur le site internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

L23AL04162

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DES LANDES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête publique préalable à un permis de construire pour un projet d'édification d'une centrale solaire photovoltaïque au sol d'environ 5,6 hectares sur la commune de Saint-Sever

Demandeur : SAS Centrale PV France, EDF Renouvelables France 100 Esplanade du Général de Gaulle, Cœur Défense Tour B 92932 Paris La Défense Cédex

Une enquête publique portant sur le projet susmentionné, est ouverte à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, durant 33 jours consécutifs, du lundi 25 septembre 2023 à 09 h au vendredi 27 octobre 2023 à 12 h.

La préfète des Landes est l'autorité compétente pour prendre la décision de permis de construire.

Madame Christine BARROSO a été désignée en qualité de Commissaire Enquêteur pour la présente enquête, par décision n° E22000057/64 de la Présidente du Tribunal administratif de Pau du 28 juillet 2022. Par cette même décision, Monsieur Gérard OISIN a été désigné Commissaire Enquêteur suppléant.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête comprenant notamment la demande de permis de construire, l'étude d'impact, le résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et les avis des services consultés :

- Sur support papier : à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30, et le samedi de 9 h à 12 h.

- Sur un poste informatique : à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

- Sur le site internet des services de l'État dans les Landes : à l'adresse suivante www.landes.gouv.fr puis sélectionner rubrique Publications - Publications légales - Enquêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, du lundi 25 septembre 2023 à 09 h au vendredi 27 octobre 2023 à 12 h, être :

- Consignées par écrit sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique.

- Envoyées par courrier à l'attention de Madame la commissaire enquêteur à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique - rue de l'Hôtel de Ville - BP 90 027 - 40 501 Saint-Sever Cedex.

- Transmises par courriel à ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr avant le vendredi 27 octobre 2023 à 12 h. Elles devront porter la mention : « à l'attention de Madame la commissaire enquêteur (EP PC CPV Saint-Sever) ».

Madame Christine BARROSO recevra le public à la mairie de Saint-Sever aux dates et heures suivantes :

- Lundi 25 septembre 2023 de 09 h à 12 h - Samedi 7 octobre 2023 de 09 h à 12 h - Mercredi 18 octobre 2023 de 14 h 30 à 17 h 30 - Vendredi 27 octobre 2023 de 09 h à 12 h.

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, SAS Centrale PV France, représentée par Maxime ZEIDENBERG 208 avenue Emile Counord, EDF Renouvelables France, Agence de Bordeaux 33000 Bordeaux - 06 06 15 69 15 - maxime.zeidenberg@edf-re.fr

Copie du rapport et des conclusions de la Commissaire-enquêteur seront déposées à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, à la direction départementale des territoires et de la mer des Landes - service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94) et sur le site internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

L23AL03989

LES ANNONCES LANDAISES

ABONNEMENT

PAPER + WEB

☐ 6 MOIS = 30 € TTC

☐ 1 AN = 50 € TTC

☐ 2 ANS = 79 € TTC

WEB

☐ 6 MOIS = 18 € TTC

☐ 1 AN = 29 € TTC

☐ 2 ANS = 44 € TTC

SOIT 26 NUMÉROS

SOIT 52 NUMÉROS

SOIT 104 NUMÉROS

NOM _____

PRÉNOM _____

ENTREPRISE _____

ADRESSE _____

EMAIL _____

TÉL _____

Adresse de livraison si différente de l'adresse de facturation à compléter et à retourner, accompagné de votre règlement à l'ordre des ANNONCES LANDAISES 12, rue du IV Septembre 40000 Mont-de-Marsan

CONTACT : LILIANE DORRER

CONTACT@ANNONCES-LANDAISES.COM / 05 58 45 03 03



ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À LA MODIFICATION N°1 DU PLU DE CACHEN

Le public est informé que par arrêté du 26 Septembre 2023, le Président de la Communauté de Communes des Landes d'Armagnac (CCLA) a prescrit l'ouverture l'organisation d'une enquête publique portant sur la procédure de modification n°1 PLU de la commune de Cachen. Cette procédure a pour objectif de permettre l'ouverture à l'urbanisation la zone dite «2AU» située dans le bourg de la commune de Cachen, pour une superficie de 2,85 ha.

L'objet de cette enquête est de permettre à toute personne qui le souhaite de porter ses observations sur les dispositions de ces documents.

Elle se déroulera du **lundi 16 octobre 2023 à 13 h 30, au vendredi 17 novembre 2023 à 17 h 30 inclus**, soit pendant 32,5 jours consécutifs.

Monsieur Dominique THIRIET a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif de Pau.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Cachen sera mis à la disposition du public au siège de la Communauté de Communes et en mairie de Cachen, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Ce dossier sera également consultable :

- Sur le site internet de la communauté de communes : <https://landesarmagnac/amenagement-du-territoire/concertation> ;
- Sur un poste informatique mis à disposition en Mairie.

Toute personne qui en fait la demande peut obtenir, à ses frais, une copie des pièces du dossier dès publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique.

Le dossier de modification n°1 du PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale, suite à la décision de la MRAE du 30 juin 2022 émise dans le cadre de l'examen au cas par cas. Cette décision ainsi que l'ensemble des avis des personnes publiques associées et consultées sont joints au dossier.

Durant toute la période de l'enquête publique, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- Dans le registre ouvert à cet effet à la CCLA et celui ouvert à la commune de Cachen, aux jours et heures habituels d'ouverture ;

- Par courrier postal adressé à la CCLA, siège de l'enquête publique, à l'adresse suivante : Monsieur le Commissaire Enquêteur - Communauté de Communes des Landes d'Armagnac - Enquête publique Modification n°1 du PLU de Cachen 31 Chemin du Bas le Haut 40120 Roquefort ;

- Par courriel à l'attention du Commissaire Enquêteur à l'adresse suivante : contact@ccla40.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, par courriel ainsi que les observations écrites et orales reçues par le commissaire enquêteur lors de ses permanences, sont consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions transmises par voie électronique sont consultables sur le site internet dans les meilleurs délais, en occupant les données personnelles si le public en fait la demande dans l'observation, conformément au RGPD.

Le commissaire enquêteur recevra le public, sans rendez-vous :

- Le **lundi 16 octobre 2023, de 13 h 30 à 17 h 30, à la CCLA,**
- Le **mercredi 25 octobre 2023, de 9 h à 12 h, en mairie de Cachen,**
- Le **vendredi 10 novembre 2023, de 14 h à 17 h, en mairie de Cachen,**
- Le **vendredi 17 novembre, de 13 h 30 à 17 h 30, à la CCLA.**

À l'expiration du délai d'enquête publique, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur. Il disposera d'un mois pour transmettre son rapport et ses conclusions motivées au Président de la communauté de communes. Ces documents seront consultables pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, au siège de la Communauté de Communes, en mairie de Cachen, en Préfecture des Landes, aux jours et heures habituels d'ouverture et sur le site internet communautaire.

Au terme de l'enquête publique, le Conseil communautaire pourra approuver la modification n°1 du PLU. Le dossier sera adapté en tant que de besoin pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et consultées, des remarques du public et des conclusions du commissaire enquêteur.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de Pascal CALIOT au 05 58 45 66 93 ou par courriel à pascal.caliot@ccla40.fr

L23AL04579

La Préfète des Landes est l'autorité compétente pour prendre l'arrêté d'autorisation de défrichement et l'arrêté accordant permis de construire.

Monsieur Daniel DECOURBE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, et Monsieur Alain JOUHANDEAUX en qualité de suppléant, par décision n° E23000067/64 de la présidente du Tribunal administratif de Pau du 25 août 2023.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête comprenant notamment les demandes de défrichement et de permis de construire, l'étude d'impact, le résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du maître d'ouvrage :

- **sur support papier** : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 08h30 à 12h30 et de 13h00 à 17h00 ;

- **sur un poste informatique** : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;

- **sur le site internet des services de l'État dans les Landes** : à l'adresse suivante www.landes.gouv.fr puis sélectionner rubrique Publications - Publications légales - Enquêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, **du lundi 25 septembre 2023 à 08h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17h00**, être :

- **consignées par écrit** sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique ;

- **envoyées par courrier** à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique - 232, place des platanes - 40 110 ONESSE-LAHARIE ;

- **transmises par courriel** à ddim-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr avant le **jeudi 26 octobre 2023 à 17h00**. Elles devront porter la mention : « à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur (EP Déf + PC CPV ONESSE-LAHARIE) ».

Monsieur Daniel DECOURBE recevra le public à la mairie d'Onesse-Laharie aux dates et heures suivantes :

- **lundi 25 septembre 2023** : de 08h30 à 11h30
- **lundi 2 octobre 2023** : de 14h00 à 17h00
- **mercredi 11 octobre 2023** : de 08h30 à 11h30
- **vendredi 20 octobre 2023** : de 14h00 à 17h00
- **jeudi 26 octobre 2023** : de 14h00 à 17h00

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, la SAS ARKOLIA INVEST 94, représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE - Zone d'activités du Bosc - 16, rue des vergers - 34 130 MUDALISON - 06 75 27 40 12 - hjoachim@arkolia-energies.com.

Copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur seront déposées à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, à la direction départementale des territoires et de la mer des Landes - service nature et forêt (SNF) (05 58 51 30 60) - service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94) - et sur le site internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

L23AL04163



MARCHÉ DE TRAVAUX À PROCÉDURE ADAPTÉE APPEL À CANDIDATURES

Pouvoir adjudicateur :

COMMUNE DE NARROSSE

représentée par son Maire : Gérard LE BAIL
Mairie, 117 rue des Écoles 40180 Narrosse
05 58 58 70 70 - accusail@mairie-narrosse.fr

Objet du marché public : Conception-Réalisation d'un pumtrack

Mode de passation : il est recommandé de prendre le temps de lire règlement de consultation

L'actualisation des prix est prévue dans le CCAP : en tenir compte dans la fixation du prix de l'offre.

Procédure adaptée passée en application des articles L2123-1 et R.2123-1 1° du CCP.

Visite obligatoire : le 23 octobre 2023 à 10 h.

Durée

Préparation : 2 x 15 jours

Travaux : 5 mois environ

Jugement des candidatures et des offres : Offre la mieux-disante appréciée selon critères pondérés du RC

- Prix : 40 %

- Valeur technique : 40 %

- Délais : 20 %

Composition du dossier de candidatures et d'offres : selon RC

Renseignements : Par voie dématérialisée par le biais du profil acheteur sur <https://marchespublics.landespublic.org>

Date limite de réception des candidatures et des offres : **vendredi 1^{er} décembre 2023 à 9 h** à déposer sur : <https://marchespublics.landespublic.org>

Date d'envoi de l'avis à la publication : 27 septembre 2023

L23AL04617



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DES LANDES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire pour un projet d'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque au sol sur la commune d'ONESSE-LAHARIE.

Demandeur : ARKOLIA INVEST 94

Représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE 16, rue des vergers - Zone d'activité du Bosc 34 130 MUDALISON

Une enquête publique portant sur le projet susmentionné, est ouverte à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, durant 32 jours consécutifs, du **lundi 25 septembre 2023 à 08h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17h00**.

INFORMATIONS

24. DORDOGNE



DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DES LANDES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire pour un projet d'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque au sol sur la commune d'ONESSE-LAHARIE.

Demandeur : ARKOLIA INVEST 94

Représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE 16, rue des vergers - Zone d'activités du Bosc 34 130 MUDAISON

Une enquête publique portant sur le projet susmentionné, est ouverte à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, durant 32 jours consécutifs, du mardi 25 septembre 2023 à 08h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17h00.

La préfecture des Landes est l'autorité compétente pour prendre l'arrêté d'autorisation de défrichement et l'arrêté accordant permis de construire.

Monsieur Daniel DECOURBE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, et Monsieur Alain JOUHANDEAUX en qualité de suppléant, par décision n° E23000067/64 de la présidente du tribunal administratif de Pau du 25 août 2023.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête comprenant notamment les demandes de défrichement et de permis de construire, l'étude d'impact, résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du maître d'ouvrage :

- sur support papier : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 08h30 à 12h30 et de 13h00 à 17h00 ;

- sur un poste informatique : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;

- sur le site internet des services de l'État dans les Landes : à l'adresse suivante www.landes.gouv.fr puis sélectionner rubrique Publications - Publications légales - requêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, du lundi 25 septembre 2023 à 08h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17h00, être :

- consignées par écrit sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique ;

- envoyées par courrier à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique - 232, place des platanes 40 110 ONESSE-LAHARIE ;

- transmises par courriel à ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr avant le jeudi 26 octobre 2023 à 17h00. Elles devront porter la mention : « à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur (EP Def + PC CPV ONESSE-LAHARIE) ».

Monsieur Daniel DECOURBE recevra le public à la mairie d'Onesse-Laharie aux dates et heures suivantes :

- lundi 25 septembre 2023 : de 08h30 à 11h30

- lundi 2 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00

- mercredi 11 octobre 2023 : de 08h30 à 11h30

- vendredi 20 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00

- jeudi 26 octobre 2023 : de 14h00 à 17h00

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, la SAS ARKOLIA INVEST 94, représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE - Zone d'activités du Bosc - 16, rue des vergers - 34 130 MUDAISON - 06 5 27 40 12 - hjoachim@arkolia-energies.com.

Copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur seront déposées à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, à la direction départementale des territoires et de la mer des Landes - service nature et forêt (SNF) (05 58 1 30 60) - service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94) - et sur le site internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

L23VE07954

CONSTITUTIONS



122 Avenue Georges Pompidou,
24750 TRELISSAC

Par ASSP en date du 12/07/2023, il a été constitué une SAS dénommée :

BRAGEIRAC ARCHITECTS

Siège social : 11, rue Saint Clair 24100 BERGERAC. Capital : 1000 €. Objet social : La Société a pour objet, en France et à l'étranger : l'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste, en particulier la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace, l'ingénierie des structures, et toutes activités annexes se rapportant à cet objet. Président : M BACH Barthélémy demeurant 27, rue Ernest Renan 24100 BERGERAC élu pour une durée illimitée Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Clauses d'agrément : Agrément pour toute cession entre vifs et pour cause de mort. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BERGERAC.

L23VE08114

MODIFICATIONS

LES ESSAIS INVEST

Société civile immobilière au capital de 1 200 euros
Siège social : 371 Boulevard des Sapeurs Crs@Vallée Nord 24660 COULOUNIEUX CHAMIERES 532 889 391 RCS PERIGUEUX

L'AGO du 04.09.2023 a nommé en qualité de cogérante Madame Sandy ARNAUD, demeurant Lieu-dit La Carrière, 80 Chemin des Pins 24620 MARQUAY, pour une durée illimitée.

L23VE07964



MELIGUI

Société civile immobilière Au capital de 1.600,00 euros
Siège : 20 Rue Clairat 24100 BERGERAC RCS BERGERAC 854 071 818

Sulvant AGE du 30 août 2023, il a été décidé : Le transfert de siège social. Ancienne mention : le siège social est fixé à BERGERAC (24100) 20 Rue Clairat. Nouvelle mention : le siège social est fixé à BERGERAC (24100) 1A Route de Saint-Nexans Lieu-dit La Méritille Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de BERGERAC. Pour avis la gérance.

L23VE08011

SELARL NOTR

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée au capital de 422 880 €
Siège social : rue Foix de Candalle 24700 MONTPON-MENESTEROL
RCS PERIGUEUX N° 397 676 099

Par AGE du 17 août 2023, il a été décidé de nommer à compter du même jour, Madame Stéphanie BLIN, demeurant à IZON (33), 33 rue de la Galerie, en qualité de seule gérante, pour une durée indéterminée, en remplacement de M. Romain LEPLUS, co-gérant démissionnaire.

Mention sera effectuée au RCS de PERIGUEUX.

Pour avis. La Gérance.

L23VE08019

TALIS COMPETENCES ET CERTIFICATIONS

Société à responsabilité limitée transformée en Société par Actions Simplifiée au capital de 8.874 €
Siège social : 110 Avenue Paul Doumer 24100 BERGERAC 349 597 310 RCS BERGERAC

AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes de ses décisions en date du 30 août 2023, l'Associée Unique a décidé, à compter du même jour la transformation de la Société en société par actions simplifiée, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination sociale de la société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 8.874 €.

Agrément : la cession des actions de l'associé unique est libre. En cas de pluralité d'associés, toutes les cessions d'actions, sauf entre associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Exercice du droit de vote : pour le droit de vote et de représentation aux décisions d'associés, chaque action donne droit à une voix.

Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était gérée par Yves HINNEKINT et Jean-Louis LEVEQUE, gérants.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par le Président, la Société TALIS FACTORY, SAS dont le siège social est situé 110 avenue Paul Doumer 24100 BERGERAC, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BERGERAC sous le numéro 900 401 944, représentée par son Président, Yves HINNEKINT.

La Société WILSON AUDIT, commissaire aux comptes titulaire, est confirmée dans ses fonctions.

Pour avis

L23VE08043

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
POUR ÊTRE BIEN INFORMÉS
ABONNEZ-VOUS !

Emploi

Toutes nos annonces sur sudouest-emploi.com

Carrières et professions

Autres qualifications

Vous souhaitez un complément de revenu ou de retraite ?

Nos dépositaires recherchent sur les départements **16, 17, 24, 33, 40, 47, 64 des**

Porteurs de journaux (h/f)

- › Moyen de locomotion indispensable
- › Statut indépendant (vendeur-colporteur de presse)
- › Commissions motivantes

Contact : candidatures.vcp@gmail.com





Offres d'emploi

Hôtellerie/Restauration

L'hôtel-restaurant ALYSSON à Oloron-Sainte-Marie recherche un COMMIS DE CUISINE ET SALLE (H/F) en CDI 39h/semaine. Salaire 2000 à 2500 € net selon expérience hors prime. Tél 05.59.39.70.70.

Agriculture/Viticulture


La SCA CHATEAU MARGAUX (33) recherche des VENDANGEURS (H/F) à partir du 18 septembre. Petit-déjeuner et déjeuner sont proposés sur place. Vous êtes invités à déposer CV, carte d'identité, Carte Vitale et RIB via le site extranet.chateau-margaux.com ou à appeler le 05.57.88.83.83.

Transport/Logistique

MDM à Saint-Pierre-du-Mont recherche un PORTEUR DE JOURNAUX (H/F) possédant un moyen de locomotion, pour assurer la vente et la livraison du quotidien SUD OUEST sur le secteur d'Uchacq (40). Statut indépendant (vendeur-colporteur de presse). Commissions motivantes. Pour tout renseignement et candidature : tel 05.58.85.90.72 / montdemarsan@depo.com

Annonces légales et marchés publics : les quotidiens du Groupe Sud Ouest sont habilités et certifiés pour diffuser les annonces officielles sur les départements de la Nouvelle Aquitaine. sudouest-legales.com

Annonces légales et officielles

Retrouvez toutes nos annonces légales sur sudouest.fr/annonces-legales, sudouest-marchespublics.com, avec le réseau 

Avis administratifs et judiciaires

Enquêtes publiques



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire pour un projet d'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque au sol sur la commune d'Onesse-Laharie.

Demandeur : ARKOLIA INVEST 94, représentée par M. Jean-Sébastien BESSIÈRE - 16, rue des Vergers, zone d'activité du Bosc, 34130 Mudaison.

Une enquête publique portant sur le projet susmentionné est ouverte à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, durant 32 jours consécutifs, **du lundi 25 septembre 2023 à 8 h 30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17 heures.**

La préfète des Landes est l'autorité compétente pour prendre l'arrêté d'autorisation de défrichement et l'arrêté accordant permis de construire.

M. Daniel DECOURBE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, et **M. Alain JOUHANDEAUX** en qualité de suppléant, par décision n°E23000067/64 de la présidente du Tribunal administratif de Pau du 25 août 2023.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête comprenant notamment les demandes de défrichement et de permis de construire, l'étude d'impact, le résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du maître d'ouvrage :

- sur support papier : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h à 17 h ;
- sur un poste informatique : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;
- sur le site Internet des services de l'État dans les Landes : à l'adresse suivante www.landes.gouv.fr puis sélectionner rubrique Publications – Publications légales – Enquêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, du lundi 25 septembre 2023 à 8 h 30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17 heures, être :

- consignées par écrit sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique ;
- envoyées par courrier à l'attention de M. le Commissaire enquêteur à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique - 232, place des Platanes, 40110 Onesse-Laharie ;
- transmises par courriel à ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr avant le jeudi 26 octobre 2023 à 17 heures. Elles devront porter la mention : « à l'attention de M. le Commissaire enquêteur (EP Déf + PC CPV Onesse-Laharie) ».

M. Daniel DECOURBE recevra le public à la mairie d'Onesse-Laharie aux dates et heures suivantes :

- **lundi 25 septembre 2023 de 8 h 30 à 11 h 30,**
- **lundi 2 octobre 2023 de 14 h à 17 h,**
- **mercredi 11 octobre 2023 de 8 h 30 à 11 h 30,**
- **vendredi 20 octobre 2023 de 14 h à 17 h,**
- **jeudi 26 octobre 2023 de 14 h à 17 h.**

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, la SAS ARKOLIA INVEST 94, représentée par M. Jean-Sébastien BESSIÈRE - Zone d'activités du Bosc - 16, rue des Vergers, 34130 Mudaison - 06 75 27 40 12 - hjochim@arkolia-energies.com

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur seront déposées à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, à la Direction départementale des territoires et de la mer des Landes - Service nature et forêt (SNF) (05 58 51 30 60) - Service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94), et sur le site Internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.



Préfecture des Landes

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête publique préalable à un permis de construire pour un projet d'édification d'une centrale solaire photovoltaïque au sol d'environ 5,6 hectares sur la commune de SAINT-SEVER

Demandeur : SAS Centrale PV France - EDF Renouvelables France - 100, esplanade du Général-de-Gaulle, Cœur Défense Tour B, 92932 Paris La Défense Cedex.

Une enquête publique portant sur le projet susmentionné est ouverte à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, **durant 33 jours consécutifs, du lundi 25 septembre 2023 à 9 heures au vendredi 27 octobre 2023 à 12 heures.**

La préfète des Landes est l'autorité compétente pour prendre la décision de permis de construire.

M^{me} Christine BARROSO a été désignée en qualité de commissaire enquêteur pour la présente enquête, par décision n° E22000057/64 de la présidente du tribunal administratif de Pau du 28 juillet 2022. Par cette même décision, **M. Gérard VOISIN** a été désigné commissaire enquêteur suppléant.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête comprenant notamment la demande de permis de construire, l'étude d'impact, le résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et les avis des services consultés :

- sur support papier : à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, et le samedi de 9 h à 12 h ;
- sur un poste informatique : à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;
- sur le site Internet des services de l'État dans les Landes : à l'adresse suivante www.landes.gouv.fr puis sélectionner rubrique Publications - Publications légales - Enquêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, **du lundi 25 septembre 2023 à 9 heures au vendredi 27 octobre 2023 à 12 heures**, être :

- consignées par écrit sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique ;
- envoyées par courrier à l'attention de M^{me} la Commissaire Enquêteur à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, rue de l'Hôtel-de-Ville, BP 90027, 40501 Saint-Sever Cedex ;
- transmises par courriel à ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr avant le **vendredi 27 octobre 2023 à 12 heures**. Elles devront porter la mention : « À l'attention de M^{me} la Commissaire Enquêteur (EP PC CPV SAINT-SEVER) ».

M^{me} Christine BARROSO recevra le public à la mairie de Saint-Sever aux dates et heures suivantes :

- **lundi 25 septembre 2023, de 9 h à 12 h ;**
- **samedi 7 octobre 2023, de 9 h à 12 h ;**
- **mercredi 18 octobre 2023, de 14 h 30 à 17 h 30 ;**
- **vendredi 27 octobre 2023, de 9 h à 12 h.**

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, SAS Centrale PV France, représentée par Maxime ZEIDENBERG, 208, avenue Émile-Counord - EDF Renouvelables France, agence de Bordeaux, 33000 Bordeaux, 06 06 15 69 15, maxime.zeidenberg@edf-re.fr

Copie du rapport et des conclusions de la commissaire enquêteur seront déposées à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, à la Direction départementale des territoires et de la mer des Landes - Service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94) et sur le site Internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Carnets

Consultez un avis de décès, publiez un avis sur carnet.sudouest.fr

Avis d'obsèques

197311

SOORTS-HOSSEGOR

Patrick, Christian, Stéfane, Isabelle, Florian et Valentin, ses enfants Anna, Sarah et Louis, Rafaël, Adrien et Juliette, Alma, ses petits-enfants et Lola, Thomas, Benoît et Sylvain, leurs conjoints. Charles et Roma, Louise et Agathe, ses arrière-petits-enfants Geraldine, Catherine, Xanthie, Lisa et Alexandre, ses belles-filles et son beau-fils ont la tristesse de vous faire part du décès de

M^{me} Barbara HOUSSIER
née SCHULZ,

survenu le 6 septembre 2023 en sa demeure.
Ses obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

PF Atlantiques, H. et Ph. Labeguerie, funérarium et marbrerie d'Hossegor, tél. 05.58.43.55.28, 24 h/24.

197485

AGEN LEYRITZ-MONCASSIN

M. et M^{me} Sylvain et Joelle DENCAUSSE, ses parents Xavier DENCAUSSE, son frère parents et alliés ont la douleur de vous annoncer le décès de

Jean DENCAUSSE

survenu à l'âge de 28 ans. Vous pourrez vous recueillir près de lui à la maison des oliviers Casteljaloux le lundi et mardi 12 septembre de 10 heures à 17 heures. La cérémonie religieuse sera célébrée **le mercredi 13 septembre 2023, à 10 heures** en l'église de Leyritz-Moncassin, suivie de son inhumation dans la même localité. Cet avis tient lieu de faire-part.

PF marbrerie Dubois, maison funéraire des Oliviers, Véronique Dubois, tél. 05.53.93.03.08, 24h/24.

197489

TARNOS BAYONNE

M^{me} Josette LECHA, son épouse et toute la famille et amis ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Jean Raymond LECHA

survenu à l'âge de 82 ans. La cérémonie religieuse sera célébrée **le mercredi 13 septembre 2023, à 10 h 30** en la chapelle de l'Océan de Tarnos. Les visites se font au funérarium de Bayonne Sud-Landes, RN 117 - 143 Av. Henri-de-Navarre à Bayonne, à partir du dimanche 10 septembre à 14 heures. Vos condoléances sur cridel.fr

F. LECLERC Bayonne, RN 117, 143, avenue Henri-de-Navarre, tél. 05.59.55.86.56.

197523

SAINT-LOUBOUER

Josette et Francis COLOMBEL, Henri et Chantal SEBIE, Christiane SEBIE, les familles SEBIE, TAUZIN, MENAGE, ses sœurs, ses frères, beaux-frères, belles-sœurs, ses neveux et nièces et leurs enfants les familles LAGUIAN, SEBIE, LAFERRERE, parents alliés et amis ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Fernand SEBIE

survenu à l'âge de 91 ans. Ses obsèques seront célébrées **le mardi 12 septembre 2023, à 15 h 30** en l'église de Saint-Loubouer. Pas de plaques. Les visites se font à la maison funéraire Patou de Geaune de 10 heures à 18 heures. Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PF Patou - Funérarium Magasin funéraire - Fleurs naturelles Geaune tél. 05.58.44.58.44.

197459

YGOS-SAINT-SATURNIN

Jean-Marie BELLET, son époux ; Pascale TOUGLOH, sa fille ; toute la famille MAILLY et tous ses proches, ont la tristesse et la douleur de vous annoncer le décès accidentel de

M^{me} Joelle MAILLY-BELLET

dans sa 76ème année. Un temps de recueillement est prévu **le lundi 11 septembre 2023, à 10 heures** au crématorium de Mont-de-Marsan. Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Ets Galbrun-Heslot, 82, rue Lucette-Moreau, Labouheyre, tél. 05.58.04.41.42.

197479

LUXEY BORDEAUX

Nadine et Jean-François, Didier et Christine, Jérôme et Anne, ses enfants et leurs conjoints ; Pauline, Raphaël, Nina, Lilian et Aurélien, ses petits-enfants ; Hilona, son arrière-petite-fille ; famille et amis,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. André RICART
dit Dédé

Retraité des Sapeurs Pompiers de la CUB

survenu à l'âge de 85 ans. La cérémonie religieuse sera célébrée **le lundi 11 septembre 2023, à 15 heures** en l'église de Luxey suivie de l'inhumation au cimetière de cette même commune. Les visites sont possibles ce jour de 09h00 à 19h00, au funérarium de Labouheyre. Pas de plaques. Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Ets Galbrun-Heslot, 82, rue Lucette-Moreau, Labouheyre, tél. 05.58.04.41.42.

197529

TOUJOUSE BOURDALAT

Bernard et Aline COUERBE, Nicole et Philippe TRISTANT, Claudette et Patrick MURET, ses enfants et leurs conjoints ; Carine, Christophe, Aurelie, Amandine, Sandra, ses petits-enfants et leurs conjoints ; Mathilde, Miya, Gabriel, Mathis et Théa, ses arrière-petits-enfants ; M^{me} Anette PRADERE, sa sœur ; les familles PRADERE, COUERBE, MANCIET et CAMET ; parents et amis, ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Denis COUERBE

survenu dans sa 95ème année. La cérémonie religieuse sera célébrée **le mardi 12 septembre 2023, à 10 heures** en l'église de Toudjouse. Denis repose à la chambre funéraire Tisné de Villeneuve-de-Marsan. Des registres de condoléances seront mis à disposition.

PF Tisné, avenue des Pyrénées, Villeneuve-de-Marsan, tél. 05.58.45.39.39.

197427

SAINT-PIERRE-DU-MONT AIRE-SUR-L'ADOUR



Laurence, Géraud, Sophie et Cécile, ses sœurs et son frère ; ses filles, neveux et nièces ; ses amis ont la douleur de vous faire part du décès de

Steve DIGNAC

survenu à l'âge de 46 ans. La cérémonie religieuse aura lieu **le mardi 12 septembre 2023, à 14 h 30** en l'église de Saint-Pierre-du-Mont. La famille remercie par avance toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

PF municipales, 188, avenue du Maréchal-Foch, Mont-de-Marsan, tél. 05.58.46.44.44.

Formation



UN CENTRE DE FORMATION ET UNE ÉCOLE SUPÉRIEURE À VOTRE DISPOSITION !

Apprentissage

- / CAP Conducteur routier marchandises
- / TP Conducteur routier marchandises sur porteur
- / TP Conducteur de voyageurs
- / TP Préparateur de commandes
- / BAC+2 Logistique : former de futurs gestionnaire d'entrepôt
- / BAC+2 Transport : former de futurs responsables planning

Transport

- / Conduite et permis : groupe lourd (C, CE, D)
- / Formations professionnelles marchandises & voyageurs
- / FIMO - FCO - marchandises et voyageurs

Logistique

- / Magasinage : CACES® gerbeur et cariste.
- / BTP : CACES® Nacelle, PEMP, grues de chargement

Matières Dangereuses

- / ADR conducteurs : base, recyclage, spécialisations
- / Manutentions de colis de matières dangereuses ADR 1.3

Prévention des risques

- / AIPR / PRAP / Gestes et postures
- / Formation incendie / Habilitation électrique
- / Formation initiale ou maintien des compétences SST

Contactez-nous !

6 avenue Antoine Laurent Lavoisier
64140 LONS

05-59-77-91-88
recrutement.pau@aftral.com


aftral.com | 0 809 908 908

7416048-ED

Communication AFTRAL DOO Ouest - Mars 2023 - VF - Crédit Photo : adobe stock



Annonces légales et officielles

Retrouvez toutes nos annonces légales sur sudouest.fr/annonces-legales, sudouest-marchespublics.com, avec le réseau 

Avis administratifs et judiciaires

Enquêtes publiques

Communauté de communes du Pays Grenadois

**ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE
RELATIVE AUX PROJETS
DE MODIFICATION N°1 ET N°2 DU PLUI-H**

Par arrêtés n°2022-URB-01 et n°2022-URB-02 en dates du 21 octobre 2022 le président de la Communauté de communes du Pays Grenadois a prescrit les modifications n° 1 et n° 2 du PLUI-H de la Communauté de communes.

Au terme de l'enquête publique, le Conseil communautaire du Pays Grenadois, après examen des observations du public, des personnes publiques associées, et du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, pourra approuver les modifications n° 1 et n° 2 du PLUI-H qui en découlent. Après approbation et réalisation des modalités de publicité obligatoires, les modifications n° 1 et n° 2 du PLUI-H seront rendues opposables.

M. Philippe CORRÈGE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par M. le président du tribunal administratif de Pau, par ordonnance du n° 23000068/64 du 30 août 2023.

L'enquête publique se déroulera le 16 octobre 2023 à 9 heures jusqu'au 30 octobre 2023 à 17 heures inclus, pour une durée de quinze jours au siège de la Communauté de communes du Pays Grenadois située au 14, place des Tilleuls 40270 Grenade-sur-l'Adour.

Les dossiers d'enquête publique seront consultables : Sur support papier, au siège de la Communauté de communes du Pays Grenadois, aux jours et heures habituels d'ouverture de la Communauté de communes (du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures), sur le site Internet communautaire, à l'adresse suivante : https://www.cc-paysgrenadois.fr/territoire_et_urbanisme/PLUI.html - Sur un poste informatique mis à disposition au siège de la Communauté de communes du Pays Grenadois aux jours et heures habituels d'ouverture, sur demande et à ses frais pour les versions papiers auprès de l'autorité compétente, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Le public pourra consigner ses observations sur les registres d'enquêtes ouvert à cet effet, ou les adresser de manière à ce qu'elles soient parvenues avant la clôture de l'enquête, soit le lundi 30 octobre 2023 à 17 heures, avec pour objet « Observations enquête publique – Modifications n° 1 ou n° 2 du plan local d'urbanisme intercommunal valant PLH », par écrit au commissaire enquêteur, au siège de la Communauté de communes du Pays Grenadois, par mail à l'adresse suivante contact@cc-paysgrenadois.fr

Le commissaire enquêteur sera présent au siège de la Communauté de communes du Pays Grenadois pour recevoir le public, et les observations écrites ou orales, aux dates et heures suivantes :

Le lundi 16 octobre 2023, de 9 h à 12 heures, le lundi 30 octobre 2023, de 14 h à 17 heures.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an, au siège de la Communauté de communes du Pays Grenadois et au tribunal administratif de Pau, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site Internet de Communauté de communes du Pays Grenadois.

Tout renseignement peut être obtenu auprès du service aménagement du territoire de la communauté de communes du Pays Grenadois aux coordonnées suivantes : 14, place des Tilleuls 40270 Grenade-sur-l'Adour, tél. 05 58 45 44 42.



**PRÉFET
DES LANDES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture des Landes

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête publique préalable à un permis de construire pour un projet d'édification d'une centrale solaire photovoltaïque au sol d'environ 5,6 hectares sur la commune de SAINT-SEVER

Demandeur : SAS Centrale PV France - EDF Renouvelables France - 100, esplanade du Général-de-Gaulle, Cœur Défense Tour B, 92932 Paris La Défense Cedex.

Une enquête publique portant sur le projet susmentionné est ouverte à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, **durant 33 jours consécutifs, du lundi 25 septembre 2023 à 9 heures au vendredi 27 octobre 2023 à 12 heures.**

La préfète des Landes est l'autorité compétente pour prendre la décision de permis de construire.

M^{me} Christine BARROSO a été désignée en qualité de commissaire enquêteur pour la présente enquête, par décision n° E22000057/64 de la présidente du tribunal administratif de Pau du 28 juillet 2022. Par cette même décision, **M. Gérard VOISIN** a été désigné commissaire enquêteur suppléant.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête comprenant notamment la demande de permis de construire, l'étude d'impact, le résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et les avis des services consultés :

- sur support papier : à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, et le samedi de 9 h à 12 h ;
- sur un poste informatique : à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;

- sur le site Internet des services de l'État dans les Landes : à l'adresse suivante www.land.es.gov.fr puis sélectionner rubrique Publications - Publications légales - Enquêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, **du lundi 25 septembre 2023 à 9 heures au vendredi 27 octobre 2023 à 12 heures**, être :

- consignées par écrit sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique ;
- envoyées par courrier à l'attention de M^{me} la Commissaire Enquêteur à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, rue de l'Hôtel-de-Ville, BP 90027, 40501 Saint-Sever Cedex ;
- transmises par courriel à ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gov.fr **avant le vendredi 27 octobre 2023 à 12 heures**. Elles devront porter la mention : « À l'attention de M^{me} la Commissaire Enquêteur (EP PC CPV SAINT-SEVER) ».

M^{me} Christine BARROSO recevra le public à la mairie de Saint-Sever aux dates et heures suivantes :

- **lundi 25 septembre 2023, de 9 h à 12 h ;**
- **samedi 7 octobre 2023, de 9 h à 12 h ;**
- **mercredi 18 octobre 2023, de 14 h 30 à 17 h 30 ;**
- **vendredi 27 octobre 2023, de 9 h à 12 h.**

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, SAS Centrale PV France, représentée par Maxime ZEIDENBERG, 208, avenue Émile-Counord - EDF Renouvelables France, agence de Bordeaux, 33000 Bordeaux, 06 06 15 69 15, maxime.zeidenberg@edf-re.fr

Copie du rapport et des conclusions de la commissaire enquêteur seront déposées à la mairie de Saint-Sever, siège de l'enquête publique, à la Direction départementale des territoires et de la mer des Landes - Service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94) et sur le site Internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.



**PRÉFET
DES LANDES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
UNIQUE**

Enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire pour un projet d'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque au sol sur la commune d'Onesse-Laharie.

Demandeur : ARKOLIA INVEST 94, représentée par M. Jean-Sébastien BESSIÈRE - 16, rue des Vergers, zone d'activité du Bosc, 34130 Mudaison.

Une enquête publique portant sur le projet susmentionné est ouverte à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, **durant 32 jours consécutifs, du lundi 25 septembre 2023 à 8 h 30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17 heures.**

La préfète des Landes est l'autorité compétente pour prendre l'arrêté d'autorisation de défrichement et l'arrêté accordant permis de construire.

M. Daniel DECOURBE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, et **M. Alain JOUHANDEAUX** en qualité de suppléant, par décision n° E23000067/64 de la présidente du Tribunal administratif de Pau du 25 août 2023.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête comprenant notamment les demandes de défrichement et de permis de construire, l'étude d'impact, le résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du maître d'ouvrage :

- sur support papier : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h à 17 h ;
- sur un poste informatique : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;
- sur le site Internet des services de l'État dans les Landes : à l'adresse suivante www.land.es.gov.fr puis sélectionner rubrique Publications - Publications légales - Enquêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, du lundi 25 septembre 2023 à 8 h 30 au jeudi 26 octobre 2023 à 17 heures, être :

- consignées par écrit sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique ;
- envoyées par courrier à l'attention de M. le Commissaire enquêteur à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique - 232, place des Platanes, 40110 Onesse-Laharie ;
- transmises par courriel à ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gov.fr avant le jeudi 26 octobre 2023 à 17 heures. Elles devront porter la mention : « à l'attention de M. le Commissaire enquêteur (EP Déf + PC CPV Onesse-Laharie) ».

M. Daniel DECOURBE recevra le public à la mairie d'Onesse-Laharie aux dates et heures suivantes :

- **lundi 25 septembre 2023 de 8 h 30 à 11 h 30,**
- **lundi 2 octobre 2023 de 14 h à 17 h,**
- **mercredi 11 octobre 2023 de 8 h 30 à 11 h 30,**
- **vendredi 20 octobre 2023 de 14 h à 17 h,**
- **jeudi 26 octobre 2023 de 14 h à 17 h.**

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, la SAS ARKOLIA INVEST 94, représentée par M. Jean-Sébastien BESSIÈRE - Zone d'activités du Bosc - 16, rue des Vergers, 34130 Mudaison - 06 75 27 40 12 - hjoachim@arkolia-energies.com

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur seront déposées à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, à la Direction départementale des territoires et de la mer des Landes - Service nature et forêt (SNF) (05 58 51 30 60) - Service aménagement risques (SAR) (05 58 51 32 94), et sur le site Internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Annonces légales

Vie des sociétés

SARL JAD-IS-YU

AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination : SARL JAD-IS-YU.

Date début d'activité : 1^{er} octobre 2023.

Objet social : La prise de participation directe ou indirecte dans toutes entreprises ou sociétés et dans tous domaines d'activité industriels. L'assistance aux entreprises en matière administrative, comptable, financière et commerciale. L'acquisition, la détention et la gestion de valeur mobilière et immobilière.

Siège social : 50 route de l'observatoire, 40180 NARROSSE.

Capital : 1 000 €.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS DAX.

Gérant : M. MISEROLLE Julien, demeurant 50, route de l'Observatoire, 40180 Narrosse.

Claude d'agrément : Les actions sont librement négociables après l'immatriculation de la société au RCS

Julien MISEROLLE, gérant.

SCI RIVIERE

CONSTITUTION

Aux termes d'un acte authentique reçu par M^e Emmanuel LEFEUVRE, Notaire à Saint-Maur-des-Fosses (94100), 12, avenue Émile-Zola, en date du 12 septembre 2023, Il a été constitué une Société Civile Immobilière présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : SCI RIVIERE.

Objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Siège social : 1548, route de Saas 40180 Riviere-Saas-et-Gourby.

Capital : 400 000 euros.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au RCS de Dax.

Cession de parts : Clauses d'agrément.

Gérance : M^{me} Vanessa KUHLMANN, demeurant 22, avenue du Raincy 94100 Saint-Maur-des-Fosse et M. José NETO SILVA demeurant 61, rue Léon-Bocquet 94100 Saint-Maur-des-Fosses.



**Entreprises,
inscrivez-vous
aux alertes
automatiques**

Tous les marchés
du Sud-Ouest
100 % gratuit sur
sudouest-marchespublics.com



**Publiez votre
annonce légale**

7 jours sur 7 - 24 h sur 24

Paiement en ligne sécurisé

Un service des quotidiens du Groupe Sud Ouest



ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Mont-de-Marsan



Installations classées (ICPE)

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Organisme demandeur : **ARKOLIA INVEST 94**

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE Enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire pour un projet d'implantation d'une centrale solaire photovoltaïque au sol sur la commune d'Onesse-Laharie. Demandeur : ARKOLIA INVEST 94, représentée par M. Jean-Sébastien BESSIÈRE 16, Rue des Vergers, zone d'activité du Bosc, 34130 Mudaison.

Une enquête publique portant sur le projet susmentionné est ouverte à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, durant 32 jours consécutifs, du **lundi 25 septembre 2023** à 8 h 30 au **jeudi 26 octobre 2023** à 17 heures.

La préfète des Landes est l'autorité compétente pour prendre l'arrêté d'autorisation de défrichement et l'arrêté accordant permis de construire.

M. Daniel DECOURBE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, et M. Alain JOUHANDEAUX en qualité de suppléant, par décision n° E23000067/64 de la présidente du Tribunal administratif de Pau du **25 août 2023**.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête comprenant notamment les demandes de défrichement et de permis de construire, l'étude d'impact, le résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du maître d'ouvrage : sur support papier : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h à 17 h ; sur un poste informatique : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ; sur le site Internet des services de l'État dans les Landes : à l'adresse suivante

<http://www landes.gouv.fr> puis sélectionner rubrique Publications Publications légales Enquêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, du **lundi 25 septembre 2023** à 8 h 30 au **jeudi 26 octobre 2023** à 17 heures, être : consignées par écrit sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique ; envoyées par courrier à l'attention de M. le Commissaire enquêteur à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique 232, place des Platanes, 40110 Onesse-Laharie ; transmises par courriel à ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr avant le **jeudi 26 octobre 2023** à 17 heures.

Elles devront porter la mention : « à l'attention de M. le Commissaire enquêteur (EP Déf +

PC CPV Onesse-Laharie) ».

M. Daniel DECOURBE recevra le public à la mairie d'Onesse-Laharie aux dates et heures suivantes : **lundi 25 septembre 2023** de 8 h 30 à 11 h 30, **lundi 2 octobre 2023** de 14 h à 17 h, **mercredi 11 octobre 2023** de 8 h 30 à 11 h 30, **vendredi 20 octobre 2023** de 14 h à 17 h, **jeudi 26 octobre 2023** de 14 h à 17 h.

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, la SAS ARKOLIA INVEST 94, représentée par M. Jean-Sébastien BESSIÈRE Zone d'activités du Bosc 16, rue des Vergers, 34130 Mudaison **06 75 27 40 12** hjoachim@arkolia-energies.com Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur seront déposées à la mairie d'Onesse Laharie, siège de l'enquête publique unique, à la Direction départementale des territoires et de la mer des Landes Service nature et forêt (SNF) (**05 58 51 30 60**) Service aménagement risques (SAR) (**05 58 51 32 94**), et sur le site Internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête..

BESSIÈRE 16, Rue des Vergers, zone d'activité du Bosc, 34130 Mudaison.

Une enquête publique portant sur le projet susmentionné est ouverte à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, durant 32 jours consécutifs, du **lundi 25 septembre 2023** à 8 h 30 au **jeudi 26 octobre 2023** à 17 heures.

La préfète des Landes est l'autorité compétente pour prendre l'arrêté d'autorisation de défrichement et l'arrêté accordant permis de construire.

M. Daniel DECOURBE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur, et M. Alain JOUHANDEAUX en qualité de suppléant, par décision n° E23000067/64 de la présidente du Tribunal administratif de Pau du **25 août 2023**.

Toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête comprenant notamment les demandes de défrichement et de permis de construire, l'étude d'impact, le résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du maître d'ouvrage : sur support papier : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, soit du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h à 17 h ; sur un poste informatique : à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ; sur le site Internet des services de l'État dans les Landes : à l'adresse suivante <http://www landes.gouv.fr> puis sélectionner rubrique Publications Publications légales Enquêtes publiques.

Les observations et propositions relatives au projet pourront, du **lundi 25 septembre 2023** à 8 h 30 au **jeudi 26 octobre 2023** à 17 heures, être : consignées par écrit sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique ; envoyées par courrier à l'attention de M. le Commissaire enquêteur à la mairie d'Onesse-Laharie, siège de l'enquête publique unique 232, place des Platanes, 40110 Onesse-Laharie ; transmises par courriel à ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr avant le **jeudi 26 octobre 2023** à 17 heures.

Elles devront porter la mention : « à l'attention de M. le Commissaire enquêteur (EP Déf + PC CPV Onesse-Laharie) ».

M. Daniel DECOURBE recevra le public à la mairie d'Onesse-Laharie aux dates et heures suivantes : **lundi 25 septembre 2023** de 8 h 30 à 11 h 30, **lundi 2 octobre 2023** de 14 h à 17 h, **mercredi 11 octobre 2023** de 8 h 30 à 11 h 30, **vendredi 20 octobre 2023** de 14 h à 17 h, **jeudi 26 octobre 2023** de 14 h à 17 h.

Toutes informations sur ladite demande pourront être sollicitées auprès du maître d'ouvrage, la SAS ARKOLIA INVEST 94, représentée par M. Jean-Sébastien BESSIÈRE Zone d'activités du Bosc 16, rue des Vergers, 34130 Mudaison **06 75 27 40 12** hjoachim@arkolia-energies.com Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur seront

déposées à la mairie d'Onesse Laharie, siège de l'enquête publique unique, à la Direction départementale des territoires et de la mer des Landes Service nature et forêt (SNF) (**05 58 51 30 60**) Service aménagement risques (SAR) (**05 58 51 32 94**), et sur le site Internet des services de l'État dans les Landes où elles seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête..

[Lire -](#)



PROCES-VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS

dressé par Monsieur **Daniel DECOURBE**, commissaire enquêteur



ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE RELATIVE AUX DEMANDES :
- D'AUTORISATION DE DÉFRICHER 49ha 44a 10ca POUR UN PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL
- DE PERMIS DE CONSTRUIRE UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL au lieudit «Laouillé» commune d'ONESSE-LAHARIE (40)

Pétitionnaire: SAS ARKOLIA INVEST 94 représentée par Monsieur Jean-Sébastien BESSIÈRE

Arrêté DDTM/MAP/AJEP/2023-1141 de Madame la préfète des Landes du 31 Août 2023

Destinataires :

- SAS ARKOLIA INVEST 94
- Mme. la préfète des Landes à **MONT DE MARSAN** (2ex dont 1 DDTM40)
- Mme. la présidente du tribunal administratif de **PAU**
- Archives du commissaire-enquêteur

1. PRÉAMBULE

L'enquête publique a pour objet d'assurer la participation et l'information du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers, lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L.123-2 du code de l'environnement.

Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

La présente enquête publique unique est préalable aux **autorisations préfectorales de défricher les parcelles 5, 6 et 123 section OA, représentant une superficie de 49ha 44a 10ca au lieudit « Laouillé» commune d'ONESSE-LAHARIE (40) et de construire une centrale photovoltaïque au sol de 28 ha. Les demandes ont été formulées par la SAS ARKOLIA INVEST 94, représentée par Mme MOLLANDIN Marie.**

***L'observation** est la manifestation d'un avis sur le projet ou l'une de ses composantes, avis qui peut être positif, négatif ou indifférent. Lorsqu'elles sont nombreuses et concordantes, les observations peuvent refléter l'opinion générale du public face au projet.*

***La proposition** souvent individuelle mais parfois collective (associations ou groupes de riverains) vise à améliorer certains éléments du projet, notamment environnementaux, mais sans remettre en cause celui-ci ;*

***La contre-proposition**, en revanche, a pour objectif de proposer une solution alternative au projet ou une variante partielle, entraînant de ce fait une modification substantielle de celui-ci, voire une remise en cause. C'est par rapport à cette dernière formulation que le maître d'ouvrage a l'obligation de répondre, soit positivement en utilisant la procédure de suspension de l'enquête publique ou d'enquête complémentaire en application des articles R.123-22 et R.123-23, soit négativement dans le cadre de son mémoire en réponse s'il rejette la contre-proposition.*

Un défrichement consiste à mettre fin à la destination forestière d'un terrain, en détruisant ou pas son état boisé. (article L341-1 du code forestier (nouveau))

2. LES OBSERVATIONS

2.1.- LISTES DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

R1 : JAVEL Christian - avis très favorable

INT 1 : CLET, Jean Marie – très citique et défavorable

INT 2 : ROLLIN Gérard (COLAS NA) – favorable (emplois créés pendant travaux)

2.2.- ANALYSE QUANTITATIVE DES OBSERVATIONS

Au cours de ces cinq permanences, le commissaire-enquêteur a reçu qu'une seule personne, le dernier jour, qui a formulé un avis favorable sur le registre.

Deux contributions avaient été transmises par courriel, l'une défavorable au projet, affirmant beaucoup mais ne démontrant pas, l'autre favorable au projet , il s'agissait d'un potentiel fournisseur de services du porteur de projet.

2.3. LES OBSERVATIONS DU PUBLIC PAR THEMES

Le commissaire enquêteur a relevé dix sept thèmes sur les trois contributions du public.

Thèmes abordés	INT1	INT2	R1
Coefficient de compensation forestières doit être de 5	X		
Absence de réponse de la DDTM 40 à la demande de réduction du coefficient de compensation forestière sur les parcelles de compensation écologique (faunistique et floristique)	X		

ANNEXE 6

Contre tout défrichement	X		
Absence de mentions des diplômes des auteurs de l'EI	X		
Les photos du dossier d'EI ne sont pas celles du site	X		
L'ensemble du projet et en zone humide	X		
Les pins sont vieux de plus de 30 ans	X		
L'AIP de juillet 2023 de lutte contre le risque « feu de forêt » n'est pas respecté	X		
Une ZNIEFF de type 2 traverse tout le projet	X		
Les mesures ERC sont inacceptables	X		
Le projet ne respecte pas le SCoT	X		
Le projet est incompatible avec le plan de développement forestier	X		
Le bilan carbone du projet est négatif	X		
Le projet détruit des continuités écologiques	X		
Le projet sera créateur d'emplois (6 personnes à temps plein pendant 3 mois)		X	
Le projet s'il voit le jour générera des revenus pour la commune			X
Un défrichement de 48 ha n'est rien sur les 10000 ha environ de forêt sur la commune			X
TOTAL	14	1	2

2.4.- OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Observations du CE	Intentions prise en compte MO	Commentaires du CE
ETUDE D'IMPACT : Le bureau d'études ETEN a procédé à des « copier-coller » de dossiers antérieurs à 2020 sans changer la tournure de la phrase ainsi : page 11 II. 3.1. on peut lire « 23 % électricité à l'horizon 2020 ». Le bureau d'études ETEN n'a pas coordonné ses données		

<p>avec celles du bureau d'architecte l'M IN ARCHITECTURE ainsi page 13 – plan de masse du projet en incohérence avec plan présentée page 15/37 du dossier d'architecte du PC – réserves incendie 120 m3 (60 m3)</p> <p>Le bureau d'études ETEN page 29 El III.3 procédure l'eau sur l'eau n'explique pas comment il calcule les surfaces de zones humides impactées par le projet.</p> <p>Concernant le calcul du coût des mesures compensatoires , les chiffres sont faux , soit il s'agit de coquilles dactylographiques, soit d'erreurs de calcul (Page 136) (48/49 RNT) calcul du montant des mesures compensatoires.</p> <p>Le porteur de projet n'ayant encore totalement établi son mode de compensation du défrichement : paiement au FNF ou compensation par boisement compensateur, l'étude d'impact ne peut établir si les boisements compensateurs vont porter atteintes à l'environnement . ?</p>		
<p><u>RESUME NON TECHNIQUE :</u></p> <p>Les observations précédentes s'appliquent au RNT, de plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> → page 7 – ETEN localise SORE au lieu d'ONESSE LAHARIE → page 46 – Mesures de compensation - 4 actions mentionnées 3 seulement décrites → page 48/49 2 tableaux identiques se suivent , des phrases sont troquées, le calcul du montant du coût des mesures compensatoires est faux. 		
<p><u>DOSSIER ARCHITECTE (joint à la demande de PC)</u></p> <p>Le plan de masse (page 15/37) démontre que les préconisations du SDIS 40 n'ont pas été intégrées, : absence de portails tous les 500m (il manque 2 et un est à déplacer.)</p> <p>Le positionnement des extincteurs près de chaque transfo et poste des livraison ne figure sur aucun plan.</p> <p>Il n'est pas établi que vous avez pris en compte le</p>		

phénomène « Inondation par remontée de nappes » auquel peut être soumis le projet ; Pour pallier à ces inondations , les édifices sensibles (transformateurs – poste de livraison) devront être surélevés d'au moins 35 cm., par rapport au niveau actuel du terrain..		
Le SDIS préconise de « maintenir les infrastructures DFCI ». Cette préconisation pourra être réalisée en renforçant la piste externe, si l'ASA DFCI le demande, qu'en pensez-vous ?		

2.5.- OBSERVATIONS DU PUBLIC

Observations du public	Intentions prise en compte MO	Commentaires du CE
INT 1 : Contribution JM CLET		
Coefficient de compensation forestières doit être de 5		
Absence de réponse de la DDTM 40 à la demande de réduction du coefficient de compensation forestière sur les parcelles de compensation écologique (faunistique et floristique)		
Contre tout défrichement		
Absence de mentions des diplômes des auteurs de l'EI		
Les photos du dossier d'EI ne sont pas celles du site		
L'ensemble du projet et en zone humide		
Les pins sont vieux de plus de 30 ans		
L'AIP de juillet 2023 de lutte contre le risque « feu de forêt » n'est pas respecté		
Une ZNIEFF de type 2 traverse tout le projet		

ANNEXE 6

Les mesures ERC sont inacceptables		
Le projet ne respecte pas le SCoT		
Le projet est incompatible avec le plan de développement forestier		
Le bilan carbone du projet est négatif		
Le projet détruit des continuités écologiques		
INT 2 :-Contribution de M. G. ROLLIN		
<p>Notre société COLAS FRANCE, spécialisée dans les travaux de terrassement, plateformes et réseaux, emploie plus de 100 personnes dans le département des Landes.</p> <p>Une part importante de notre activité est liée au développement des énergies renouvelables dans ce département. C'est pourquoi, en tant qu'employeur et entrepreneur du territoire, nous apportons notre soutien plein et entier à ce projet. Il pourrait mobiliser 6 personnes pendant 3 mois environ.</p>		
R1 : JAVEL Christian		
<p>Le projet générera des revenus pour la commune (loyer des parcelles)</p> <p>Les parcelles avaient été impactées par la tempête Klaus de 2009 et partiellement replantées faute de subventions , la commune n'adhérant pas à l'ONF à l'époque.</p>		

3. - NOTIFICATION

Le présent procès-verbal de synthèse des observations a été dressé, conformément à l'article R.123-28 du Code de l'Environnement, par le commissaire-enquêteur afin d'avoir tous les éléments nécessaires pour former son avis, et donner à l'autorité communautaire ces mêmes éléments pour qu'elle puisse prendre sa décision.

Il a été notifié à **Mme Héloïse JOAQUIM, chargée de projets de la Sté ARKOLIA ENERGIES, porteuse d'un pouvoir en bonne et dûe forme pour représenter M.,** qui en a reçu copie, après avoir été informée qu'elle dispose d'un délai de quinze jours pour y répondre, sous la forme d'une délibération du conseil communautaire, signe avec nous le présent document.

A ONESSE-LAHARIE, le 30 octobre 2023 à 10 heures

Le commissaire-enquêteur :

La représentante de la SAS ARKOLIA ENERGIES :



ARKOLIA ENERGIES

ZA du Bosc

16, rue des Vergers

34130 MUDALSON

Tél. 04 67 40 47 03 - Fax 04 67 40 40 40

SIRET 509 835 104 00100 - APE 7112B

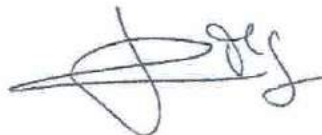
Délégation pour réception du PV de Synthèse des observations et envoi du mémoire en réponse

DELEGATION

Je soussignée Marie-Gabrielle MOLLANDIN, responsable développement grands projets au sein de la société ARKOLIA ENERGIES, ayant tout pouvoir pour agir au nom de la société SAS ARKOLIA INVEST 94, donne la faculté de substitution à Mme Héloïse JOACHIM, pour recevoir le PV de synthèse des observations suite à la clôture de l'enquête publique, puis pour transmettre le mémoire en réponse au commissaire enquêteur désigné, M. Daniel DECOURBE, dans un délai de quinze jours suivant réception du PV de synthèse.

Signature de Marie-Gabrielle MOLLANDIN

ARKOLIA ENERGIES
ZA du Bosc
16, rue des Vergers
34130 MUDAISSON
Tél. 04 67 40 47 03 - Fax 04 67 40 00 72
SIRET 509 835 104 00100 - APE 7112B



le 27/10/2023

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE****AVIS D’ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE**

Je soussigné(e), **Frédéric PRADERE**, Maire de la commune d’Onesse-Laharie. certifie que l’arrêté préfectoral du 31 août 2023, et l’avis portant à la connaissance du public l’organisation, **du lundi 25 septembre au 26 octobre 2023 inclus**, de l’enquête publique unique préalable **aux décisions concernant les demandes de défrichement de 48ha 44a 10ca au lieudit « Laouillé » commune d’ONESSE-LAHARIE (40) et de permis d’y construire une centrale photovoltaïque au sol d’une surface clôturée d’environ 28ha**, projets portés par le SAS ARKOLIA INVEST 94 a été affiché, **15 jours avant l’ouverture de l’enquête** et pendant toute la durée de celle-ci à l’emplacement réservé à cet effet, visible de jour comme de nuit de l’extérieur de la mairie

Fait à ONESSE-LAHARIE, le 27 octobre 2023

LE MAIRE,

Frédéric PRADERE



ARKOLIA ENERGIES

L'énergie au naturel



PROJET DE REALISATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE AU SOL SITUEE SUR LA COMMUNE DE ONESSE-LAHARIE (40)

**Mémoire en réponse au procès-verbal de
synthèse du commissaire enquêteur dans le
cadre de l'enquête publique unique d'Onesse-
Laharie**

10 Novembre 2023



arkolia
ENERGIES

CONTACTS :

Héloïse JOACHIM

Cheffe de projets photovoltaïques au sol

06.75.27.40.12 - hjoachim@arkolia-energies.com

Marie-Gabrielle MOLLANDIN

Responsable développement Grands projets

06.37.00.04.96 – mgmollandin@arkolia-energies.com



ZA du Bosc – 16 rue des Vergers - 34 130 MUDAISSON

www.arkolia-energies.com



Table des matières

1.	Preamble	4
2.	Réponses aux observations du public	4
2.A	Autorisation de défrichement	4
2.B	Manquement de l'étude d'impact	6
2.B.1	Formes de l'étude d'impact.....	6
2.B.2	Enjeux du site et localisation	6
2.B.3	Zones humides.....	8
2.B.4	Les mesures ERC	8
2.B.5	Continuités écologiques	9
2.B.6	Réseaux hydrographiques et nappes d'eau souterraines	10
2.B.7	Lutte contre les incendies	10
2.B.8	Bilan carbone.....	11
2.C	Compatibilité avec le SCoT	12
2.D	Génération d'emploi et de revenus sur la commune.....	13
3.	Reponses aux observations du commissaire enquêteur.....	14
3.A	Etude d'impact	14
3.A.1	Erreurs étude d'impact.....	14
3.A.2	Coûts des mesures compensatoires.....	15
3.A.3	Calcul des surfaces impactées des zones humides	17
3.A.4	Boisement compensateur	17
3.B	Résumé non technique.....	19
3.C	Dossier d'architecte.....	19
3.D	Ouvrages DFCl	20
4.	Annexe 1 : Plan de masse corrigé – Insertion de 2 Portails	21
5.	Annexe 2 : Contribution INT 1, Jean-Marie CLET	22
6.	Annexe 3 : Contribution INT 2, Gérard ROLLIN	24



1. PREAMBULE

Le présent mémoire a pour objet d'apporter des éléments complémentaires aux différentes remarques soulevées lors de l'enquête publique unique menée du 25 septembre au 26 octobre 2023, relative à une demande d'autorisation de défrichement et à l'aménagement d'une centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Onesse-Laharie (40).

2. REPONSES AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

M. le commissaire enquêteur a relevé 17 thèmes sur les trois contributions. Il a donc été fait le choix de répondre à chacune d'entre elle en les regroupant par thématique.

2.A Autorisation de défrichement

Référence observations :

INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Coefficient de compensation forestière
Absence de réponse de la DDTM 40 à la demande de réduction du coefficient de compensation forestière sur les parcelles de compensation écologique (faunistique et floristique)
Contre tout défrichement
Les pins sont vieux de plus de 30 ans
Le projet est incompatible avec le plan de développement forestier

R1 : Javel, Christian

Thèmes abordés
Un défrichement de 48ha n'est rien sur les 10000ha environ de forêt sur la commune
Les parcelles avaient été impactées par la tempête Klaus de 2009 et partiellement replantées faute de subventions, la commune n'adhérant pas à l'ONF à l'époque.

Réponse Maître d'ouvrage :

Le coefficient de compensation forestière proposé par la DDTM après la visite de reconnaissance a été fixé à 2 pour une partie du site puis 3 pour une portion avec des pins d'une vingtaine d'années. Le porteur de projet demandait effectivement une révision de certains coefficients, notamment sur le secteur de la compensation forestière où le défrichement ne constitue qu'une procédure administrative nécessaire pour un maintien de milieux ouverts, étant donné que ces 13,32ha sont d'ores-et-déjà déboisés. Cette demande nous paraissait légitime au regard de la nature actuelle des terrains. La DDTM n'a pas apporté de réponse ; néanmoins, il nous a été fait comme retour que la



politique de défrichement dans le massif des Landes de Gascogne impose un coefficient minimal de 2 pour toute opération de défrichement. Le coefficient de compensation de 5 n'est utilisé que pour des espaces bien spécifiques (lieux protégés...). La DDTM tranchera quand elle rendra sa décision sur l'autorisation de défrichement.

La demande de défrichement porte sur une surface d'environ 49ha44a10ca. Le massif des Landes de Gascogne compte plus d'un million d'hectares. La demande ne porte donc que sur une surface de 0,0049% du massif. Au regard de cet ordre de grandeur, le projet et le défrichement ne sont pas déraisonnables, et ne remettent pas ni question la nature du massif ni son activité de production sylvicole.

Comme indiqué dans le procès-verbal de reconnaissance des terrains établi par la DDTM des Landes, les pins maritimes des parcelles concernées par le défrichement sont constitués de peuplement d'âges différents compris entre 10 et 20 ans. Seuls 4ha concernés par la demande de défrichement sont des pins d'une trentaine d'année. Les autres parcelles ne sont quant-à elles pas boisées. Ainsi que rappelé par M. Christian JAVEL, la commune d'Onesse-Laharie a fait partie des communes touchées par la tempête Klaus¹, en partie sur ces parcelles, et l'âge des pins présents sur les parcelles peut en témoigner.

La solution de défrichement sur les parcelles du projet est obligatoire au vu de la réglementation imposée par le code forestier. En effet, en l'absence de cette autorisation, le propriétaire des parcelles serait tenu de replanter l'ensemble de ces dernières dans un délai de cinq ans. Il est, néanmoins, important de rappeler qu'un défrichement est accordé sur une durée temporaire. Le terrain a vocation à retrouver sa destination forestière à l'issue du projet.

Le défrichement, comprenant la coupe et le dessouchage, risque effectivement d'accentuer les effets de remontée de nappe due au défrichement ; cependant, cet enjeu a bien été étudié dans l'étude d'impact et a été classé en enjeu modéré en page 92 ou 94/244 (puisque le site se situe en zone à risque très faible à inexistant de remontée de nappe (voir cartographie 6 en page 52/244 de l'étude d'impact)).

Concernant la compatibilité de la demande de défrichement et du projet de centrale solaire en général avec le « Plan de développement forestier », il est difficile de savoir à quel document cette observation fait référence. Le maître d'ouvrage a sollicité l'avis du Service Nature et Forêt de la DDTM des Landes pour s'assurer de la bonne compréhension de cette remarque. Sans précision complémentaire, il leur a été impossible de savoir à quel document cela faisait référence (échange avec Mme Stéphanie CASTEL en charge de l'instruction du dossier de défrichement d'Onesse-Laharie pour le Service Nature et Forêt de la DDTM40).

Il est possible que cela face référence au plan pluriannuel régional de développement forestier. Celui d'Aquitaine date de 2015 et n'est opérationnel que sur 5 ans, il n'est donc plus d'actualité !²

Quoi qu'il en soit, étant donné que le projet fait l'objet d'une demande d'autorisation de défrichement, et fera l'objet de mesures de boisements compensateurs, puis de replantation des parcelles du projet à la fin d'exploitation de la centrale, le projet est en accord avec l'ensemble des schémas forestiers du département (voir page 180/244 de l'étude d'impact). De plus, comme précisé dans l'article L122-15 du Code Forestier, le plan pluriannuel régional de développement forestier est porté à connaissance des communes et des communautés de commune lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, afin que celui-ci soit bien pris en compte dans l'élaboration du document. Le PLUI du Pays Morcenais

¹ Cartographie page 7 : [RFSortieCrise0310.pdf \(gip-ecofor.org\)](https://gip-ecofor.org/RFSortieCrise0310.pdf)

² [Le plan pluriannuel régional de développement forestier - DRAAF Nouvelle-Aquitaine \(agriculture.gouv.fr\)](https://agriculture.gouv.fr/le-plan-pluriannuel-regional-de-developpement-forestier-draaf-nouvelle-aquitaine)



a donc été établi en connaissance de ce document et le classement de la parcelle en 1AUer pour le projet solaire en a tenu compte.

2.B Manquement de l'étude d'impact

2.B.1 Formes de l'étude d'impact

Référence observations :

 INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Les photos du dossier d'EI ne sont pas celles du site
Absence de mentions des diplômes des auteurs de l'EI

Réponse Maître d'ouvrage :

Dans un premier temps, il est fait remarque qu'aucune mention des diplômes des personnes ayant réalisé l'étude n'est faite. Cela est inexact ; en effet, cette information est disponible en page 1/244 de l'étude d'impact ou encore en page 2/50 du résumé non technique.

Il est reproché à l'étude d'impact les reportages photographiques réalisés, il ne s'agirait pas du site du projet. Cependant, en se rendant sur place, il est possible de constater que les photos et photomontages ont été réalisés avec des photos du terrain d'implantation datant de 2020 ou de 2022. Ainsi, les cartographies de la figure 19 de l'étude d'impact (page55) ont été prises lors des inventaires réalisés en 2020. Les photomontages inclus dans le dossier de permis de construire sont réalisés à partir de photos prises en 2022 au moment de constitution du dossier. L'ensemble des photographies présentes dans l'étude d'impact ont été prises sur site.

Les cartographies vues du ciel, du terrain, sont, quant-à elle, sont issues des données de l'IGN ; elles sont utilisés pour la réalisation des cartographies des enjeux. Celles-ci datent également des années 2020.

Cependant, ces données sont suffisamment récentes pour la constitution du dossier. Il n'y a pas eu d'évolutions entre 2020 et 2023 pouvant amener à une modification des impacts. Aucun manquement n'est donc à signaler.

2.B.2 Enjeux du site et localisation

Référence observations :

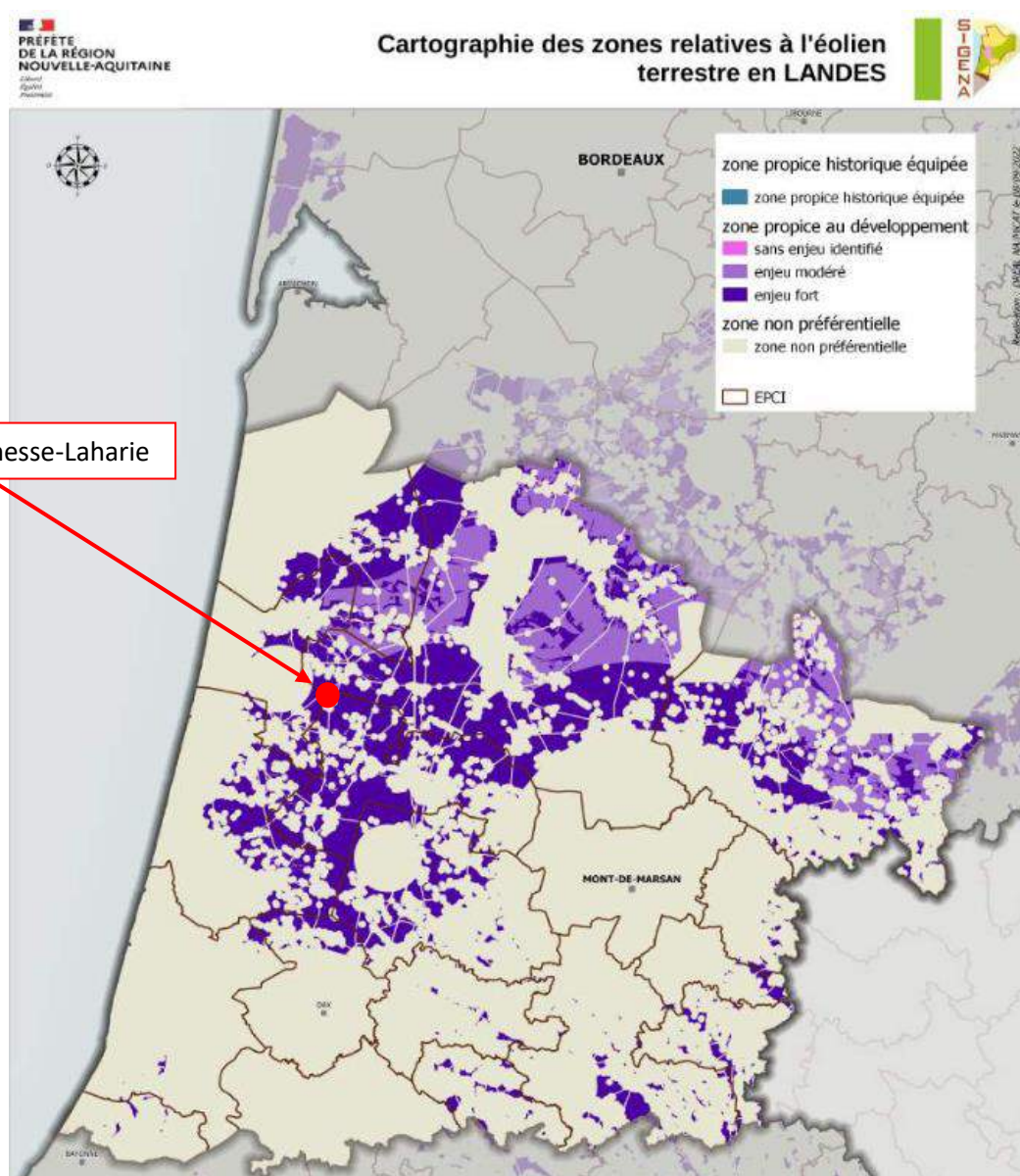
 INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Une ZNIEFF de type 2 traverse tout le projet
Contribution : « L'ensemble du site fait l'objet d'enjeux fort sur le milieu naturel qui de mémoire lors des études pour les zones de développement de l'éolien l'avait retiré »

Réponse Maître d'ouvrage :



Aucune donnée particulière concernant les enjeux écologiques sur le terrain en question, d'une surface initiale de 100ha, n'était disponible lors de la sélection du site. Les zones de développement éolien ont été identifiées en 2021-2022 alors que le projet, lui, a été initié en 2017. Néanmoins, sans référence dans la contribution, nous avons été dans l'incapacité de vérifier les informations avancées. Nous avons cependant trouvé la cartographie suivante du département des Landes établie par la DREAL Nouvelle Aquitaine indiquant les zones susceptibles de voir un projet éolien se développer en indiquant des niveaux d'enjeux.



Projet de Onesse-Laharie

Cependant, ces enjeux forts et modéré ne correspondent pas à des résultats d'inventaires (enjeux naturels) comme cela a été mené dans le cadre du présent dossier de défrichement et de demande de permis de construire. Ces enjeux dépendent des contraintes paysagères, des zones environnementales réglementaires (Natura 2000, ZNIEFF...) et puis surtout des contraintes techniques (zone tampon à respecter autour des radars météorologiques et de l'armée).³ A l'heure actuelle, aucun parc éolien n'est présent dans le département des Landes⁴. C'est un territoire traversé par de nombreux couloirs aériens de l'armée, présentant plusieurs radars et sa typologie d'habitats dispersés rend difficile

³ <https://viapl.fr/wp-content/uploads/2022/10/Prefecture-cartographie-zones-eolien-terrestre-concertation.pdf>

⁴ <https://oreges.arec-nouvelleaquitaine.com/energies-renouvelables/eolien>



l'identification de zones propices d'installation. L'implantation du solaire n'est pas concerné par la même réglementation.

La zone d'implantation du projet se situe bien en dehors des zonages ZNIEFF 2 telles que mentionnées dans l'étude d'impact en page 58/244. Les premières ZNIEFFs de type 2 se situent à environ 780m et 2km du site.

2.B.3 Zones humides

Référence observations :

 INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
L'ensemble du projet est en zone humide
Contribution : « L'ensemble du site fait l'objet d'enjeux forts sur le milieu naturel qui de mémoire lors des études pour les zones de développement de l'éolien l'avait retiré »

Réponse Maître d'ouvrage :

La carte 20 présente l'ensemble des habitats évités lors de la définition du projet, et non pas l'ensemble des habitats présents sur le site. Il est, ainsi indiqué deux zones humides en particulier, ces zones humides ont été déterminées à partir du critère floristique. Pour rappel, la définition des zones humides dépend de deux critères, un critère floristique et/ou critère pédologique conformément à l'arrêté du 1^{er} octobre 2009.

La cartographie référençant l'ensemble des zones humides sur site est ensuite bien présente dans l'étude d'impact en page 66/244. De plus, l'impact du projet sur les zones humides est bien évalué dans l'étude d'impact (voir en page 105/244). Il est notamment précisé que le dossier d'Onesse-Laharie fera l'objet d'une déclaration au titre de la loi sur l'eau (page 30/244 de l'étude d'impact), qui sera instruite par le service de la Police de l'eau de la DDTM des Landes (SPEMA).

2.B.4 Les mesures ERC

Référence observations :

 INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Les mesures ERC sont inacceptables
Contribution : « Un accord pour destruction des espèces protégées sera nécessaire »

Réponse Maître d'ouvrage :

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation écologique proposées sur ce dossier sont critiquées sans en indiquer la raison. Il est simplement indiqué que, les enjeux ont été sous-évalués. L'étude d'impact a été réalisé par un bureau d'étude reconnu, basé dans le département des Landes, et donc connaissant bien le territoire d'implantation du projet. L'ensemble des enjeux ont été évalués correctement en accord avec les listes de protections des espèces au niveau national mais aussi au niveau européen.



Le présent dossier fait l'objet d'une demande à la destruction des espèces protégées (voir en page 11, 22, 30, 124, 176/244 de l'étude d'impact). N'étant pas dans le cadre d'une autorisation environnementale, celle-ci est instruite par la DREAL en parallèle de l'autorisation de défrichement et de permis de construire. Il n'y a donc aucun manquement au dossier d'enquête publique ; il s'agit d'une autre procédure. Le CNPN a été saisi pour rendre un avis sur le dossier et la demande de dérogation.

Ainsi, les mesures d'évitement, de réduction et de compensation écologique présentées dans l'étude d'impact ont fait l'objet de plusieurs échanges avec le service Gestion des Espèces de la Nouvelle-Aquitaine pour validation de leur plus-value écologique et de leur compatibilité avec les impacts du projet d'Onesse-Laharie avant dépôt des présentes demandes d'autorisation (défrichement et permis de construire). La compensation en faveur de la Fauvette Pitchou nécessitant un défrichement pour maintenir en milieu ouvert est nécessaire pour créer un habitat optimal pour l'espèce. Le gain écologique des mesures compensatoires a, d'ailleurs, été démontré dans le mémoire en réponse à la MRAE (voir le tableau en page 9-10-11/21).

La compensation écologique en faveur du Fadet des Laïches permet également de répondre aux besoins compensatoires pour l'impact sur les zones humides.

2.B.5 Continuités écologiques

Référence observations :

INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Le projet détruit des continuités écologiques

Réponse Maître d'ouvrage :

Le maintien des continuités écologiques est évoqué à plusieurs reprises dans l'étude d'impact, notamment en page 178/244, où il est expliqué dans quelle mesure le projet permet leurs maintiens. Certes, la centrale photovoltaïque au sol sera clôturée, mais, il est prévu des passages petites faunes au sein de la clôture afin d'assurer une continuité pour les espèces concernées. Seuls les grands mammifères seront contraints de contourner le site ; cependant, ce dernier, est entouré de forêts de pins maritimes, les corridors de déplacement seront donc conservés.

L'emprise clôturée porte sur une surface d'environ 28ha. Le massif des Landes de Gascogne compte plus d'un million d'hectares. La demande ne porte donc que sur une surface de 0,0028% du massif. Au regard de cet ordre de grandeur, le projet de centrale photovoltaïque d'Onesse-Laharie est compatible avec la conservation des continuités écologiques. Le Massif des Landes de Gascogne présente une fonctionnalité écologique particulière due à la présence d'espaces remarquables, à sa mosaïque de milieux et à sa faible fragmentation. Il constitue 30 % des réservoirs de biodiversité de la Région Nouvelle Aquitaine.

De plus, les continuités écologiques sont prises en compte par les documents d'urbanisme (SCoT, PLUI). Le PLUI de la communauté de commune du Pays Morcenais a classé le terrain en zone 1AUer pour l'accueil d'une centrale photovoltaïque, et ce document devait être en accord avec le SRADDET (voir mémoire en réponse à la MRAE) et le SCoT. Ce dernier précisait d'ailleurs qu'il fallait respecter les éléments de la trame verte et bleue de l'ex-SRCE d'Aquitaine.

La création de la centrale photovoltaïque au sol d'Onesse-Laharie ne remet pas en question les continuités écologiques œuvrant au cœur du Massif des Landes de Gascogne.



2.B.6 Réseaux hydrographiques et nappes d'eau souterraines

Référence observations :

INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés

Contribution : « La présence de deux nappes souterraines dont le bon état est à prendre en compte de part une certaine vulnérabilité de la ressource (ce projet va à l'encontre d'une protection) »

Réponse Maître d'ouvrage :

Les masses d'eau souterraine repérées dans l'emprise du projet possèdent un bon état global. L'objectif du SDAGE Adour-Garonne est de conserver cet état. Le projet n'entraînera aucun prélèvement au niveau de ces masses souterraines. Le seul enjeu relève des risques liés à la pollution lors de l'entretien de la végétation qui sera fait au sein de la centrale et en phase chantier.

Une attention particulière sera apportée en phase de construction pour la prévention des pollutions accidentelles issues des engins de chantier. Certaines mesures de réduction permettent de prévenir ce type d'accident :

- ✚ L'emprise du chantier sera réduite au strict minimum afin d'éviter des dégradations involontaires et accidentelles en dehors de l'emprise du projet (MR6).
- ✚ Une cellule d'intervention sera mise en place ainsi qu'un plan d'alerte et d'intervention en cas de pollution accidentelle (MR1).

De cette façon, un certain nombre de mesures d'urgence sont définies et devront être appliquées dans ces cas précis. Les travaux seront stoppés en cas de fortes intempéries.

En phase exploitation, le sol sera maintenu à l'état naturel afin d'éviter toute pollution du sol et des masses d'eaux libres souterraines associées (MR12). De plus, les produits phytosanitaires pour l'entretien sont proscrits (MR13).

2.B.7 Lutte contre les incendies

Référence observations :

INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés

L'AIP de juillet 2023 de lutte contre le risque « feu de forêt » n'est pas respecté

Réponse Maître d'ouvrage :

Le projet de centrale photovoltaïque au sol d'Onesse-Laharie répond aux contraintes du SDIS et de la DFCI en matière de protection contre les incendies. C'est pour cette raison que le bureau des risques au sein de la DDTM des Landes a rendu un avis favorable sur le dossier.

Lorsque le dossier de demande de défrichement et de permis de construire ont été déposés, soit le 09 Mai 2023, le dernier règlement interdépartemental n'était pas encore paru. Le projet d'Onesse-Laharie n'y était donc pas soumis.



De plus, une visite du SDIS 40 à l'issue des travaux de construction de la centrale solaire sera réalisée pour vérifier la compatibilité de l'installation avec les prescriptions du SDIS et de la DFCI avant mise en service de la centrale solaire. Cette visite est obligatoire.

2.B.8 Bilan carbone

Référence observations :

INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Le bilan carbone du projet est négatif.

Réponse Maître d'ouvrage :

L'une des contributions à l'enquête publique conclut à un bilan carbone négatif, sans indiquer quels sont ces modalités de calcul ; il est par conséquent difficile de formuler une réponse et d'effectuer une comparaison avec ces calculs.

Un article récent paru le 6 novembre 2023 dans PV Magazine⁵, revient sur la pertinence du photovoltaïque concernant l'impact carbone vis-à-vis de la production électrique actuelle en France. Il y est expliqué que l'impact du photovoltaïque en matière d'émission carbone est très limité ; en effet, le temps de retour carbone estimé sur un terrain nu par un panneau photovoltaïque, selon cet article, est évalué à 3,5 ans maximum. Le bilan carbone, de toute installation solaire ne peut être que positif sur une durée d'exploitation longue. Le projet d'Onesse-Laharie ne fait pas exception à cette règle quand bien même qu'il soit boisé. En effet, cette dernière composante a été prise en compte dans le calcul présenté dans l'étude d'impact rappelé ci-dessous.

Le bilan carbone présenté dans l'étude d'impact en page 25-26/244 reprend des données officielles de la base de données de l'ADEME ou de l'INRA Bordeaux, unité Ephyse, en ce qui concerne l'estimation de la perte de stockage de carbone du fait de l'opération de défrichement. Ces données proviennent donc d'organismes reconnus, et ne peuvent donc pas être remises en question. Voici ci-dessous les résultats que nous avons pu obtenir :

Pour la Valeur de productible donnée par le Design	Emission photovoltaïque de la centrale teqCO ₂	Gain par rapport au mix français en teqCO ₂	Gain par rapport au mix européen teqCO ₂
Pour un an	2007,2988	1213,3368	15093,4212
Pour 40 ans	80 291,9520	48533,472	603736,848
	Nombre d'année pour compenser le défrichement	15,85017449	1,274171028

Source : Etude d'impact p.26/244

Ainsi, en considérant que le bilan carbone se fait à partir du mix électrique français, la diminution des émissions de carbone sera effective après 15 ans d'exploitation de la centrale solaire (les 15 premières années permettent de compenser les pertes dues au défrichement). Le fonctionnement de la centrale évitera donc l'émission de carbone sur les 25 dernières années de fonctionnement.

L'économie sera alors de :

⁵ <https://www.pv-magazine.fr/2023/11/06/tribune-pourquoi-la-production-photovoltaïque-est-profitable-au-marché-de-lélectricité/>



Economie carbone = Emission Mix français sur 1 an – Emission centrale sur 1 an

*Economie carbone = 3220,6356teqCO₂ * 25ans – 2007.2988teqCO₂eq * 25ans*

Economie carbone = 30 333,42 teqCO₂ évités

Les données sont indiquées dans l'étude d'impact en page 26/244.

Le bilan carbone de la centrale photovoltaïque n'est donc pas négatif mais bien **positif** tel qu'indiqué ci-dessus, et dans l'étude d'impact en page 26/244.

2.C Compatibilité avec le SCoT

Référence observations :

INT 1 : Clet, Jean-Marie

Thèmes abordés
Le projet ne respecte pas le SCoT

Réponse Maître d'ouvrage :

Le projet solaire est compatible avec le SCoT Haute Lande⁶. C'est ce qui est indiqué dans l'étude d'impact en page 174/244.

Le PADD précise que l'objectifs des communautés de communes concernée par le SCoT veulent poursuivre leurs objectifs d'atteinte de la sobriété énergétique et de la valorisation des ressources locales. Cela se traduit par l'utilisation et l'installation d'équipements photovoltaïques.

Le DOO, quant-à lui exprime la volonté d'encourager et de soutenir la production d'énergie renouvelable, dont le photovoltaïque. Il met en place plusieurs critères que les projets se doivent de respecter, le projet d'Onesse-Laharie y répond :

Critères du DOO pour les centrales au sol	Respect du projet d'Onesse-Laharie
Classement des zones en AU pour les projets solaires au sol possible (équipements d'intérêt collectif)	Oui
Implantation à privilégier sur du foncier public	Oui, terrain communal
Critère de réversibilité pour les installations au sol (érosion des sols, artificialisation)	Oui, la centrale est réversible et sera démantelée à l'issue de l'exploitation. L'artificialisation sera limitée aux postes électriques (absence d'utilisation de béton)
Surface inférieure à 60ha sur terrain non artificialisé	Oui, Surface de la centrale solaire de 28ha

Néanmoins, le territoire veut conserver son statut forestier ; il est donc stipulé que les centrales photovoltaïques ne devront pas occuper plus de 1% des surfaces forestières du territoire (soit 1800ha). Le PLUI de la communauté de commune du Pays Morcenais s'est assuré de la compatibilité du projet

⁶Documents téléchargeables à : <https://www.coeurhautelande.fr/Communaute-de-communes/Amenagement-du-territoire/Urbanisme/Scot>



avec le SCoT Haute Lande (lui étant opposable) lorsque le terrain d'implantation a été classé en AUer en lors de son élaboration et sa validation.

Lors de la validation du SCoT en 2018, ce dernier faisait état d'une consommation de foncier à hauteur de 597ha pour les centrales photovoltaïques au sol (consultable dans le document « Explication des choix »). Il restait donc, en 2018, plus de 2/3 de la surface allouée aux projets photovoltaïques au sol à attribuer. A notre connaissance le plafond n'a pas été atteint depuis.

2.D Génération d'emploi et de revenus sur la commune

Référence observations :

 R1 : Javel, Christian

Thèmes abordés
Le projet générera des revenus pour la commune (loyer des parcelles)

 INT 2 : Rollin, Gérard

Thèmes abordés
Le projet sera créateur d'emplois (6 personnes à temps plein pendant 3 mois)

Réponse Maître d'ouvrage :

Le porteur de projet remercie la société COLAS pour l'émission de cet avis favorable. Effectivement, les chantiers de construction de centrales solaires sont vecteurs d'emploi sur le territoire. Arkolia Energies s'attache d'ailleurs à consulter des entreprises locales pour effectuer les différents lots du chantier.

Le projet générera également des retombées économiques pour la commune au travers du loyer des parcelles accueillant le projet solaire et la compensation écologique ; mais des retombées économiques sont également attendus au niveau de la collectivité territoriale au travers de plusieurs taxes dont voici la répartition (à jour pour cette année 2023) :

- L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)
- La contribution économique territoriale (CET) répartie entre la cotisation foncière des entreprises (CFE) et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)
- La taxe foncière
- La taxe d'aménagement

Répartition Retombées fiscales des taxes
Commune et EPCI d'Implantation
100,00% CFE
53,00% CVAE (sur la base de 1,5% de la VA)
50,00% IFER
Taxe foncière
Département
47,00% CVAE (sur la base de 1,5% de la VA)
30,00 % IFER
Commune
20,00% IFER



Le projet de centrale photovoltaïque au sol d'Onesse-Laharie contribuera à l'augmentation du budget de la commune et de la communauté de commune. Il générera également la création d'emplois lors de la construction et de l'exploitation.

3. REPONSES AUX OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

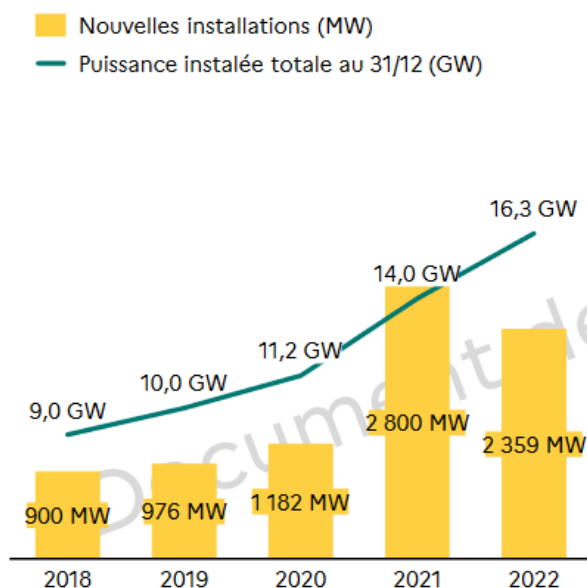
3.A Etude d'impact

3.A.1 Erreurs étude d'impact

Il est vrai que certaines tournures de phrases ne sont plus d'actualités. Cette étude d'impact avait été en partie rédigée en 2020 avant que les demandes de compléments pour le dépôt de la dérogation destruction espèces protégées ne soient réalisées. Le texte n'a pas été modifié ensuite.

Cependant, les arguments avancés restent d'actualité, le développement du photovoltaïque au sol fait bien partie de la stratégie étatique et de celle de RTE. En écho et en complément avec ce qui est indiqué dans le dossier d'étude d'impact, fin 2022, la puissance installée pour le photovoltaïque en France s'élevait à 16,3GW (voir graphique ci-dessous). Pour atteindre les objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie pour l'année 2023, il faudrait donc prévoir la mise en service d'environ 3700 MW.

Source : Secrétariat Générale à la planification



énergétique <https://www.gouvernement.fr/upload/media/content/0001/06/3a74943433702a0247ca9f7190177a37710a9678.pdf>

La nouvelle programmation pluriannuelle de l'Energie, dont la publication sera réalisée au cours de l'année 2024, s'appuiera sur les scénarios de mix de production et de consommation établis par RTE en septembre 2023. RTE prévoit donc divers scénarios, un où l'accélération de développement des énergies renouvelables sera réussie (loi du 10 mars 2023), un autre où les objectifs d'accélération ne sont que partiellement atteints, et un dernier où la géopolitique mondiale n'a pas permis d'assurer les objectifs de décarbonation.



Ainsi, afin que l'accélération du développement des énergies renouvelables soit réussie, cela passera nécessairement par le doublement du rythme annuel actuel de développement des nouvelles capacités de production photovoltaïque. Le rythme minimal à avoir est de 4GW de capacité installée supplémentaire par an, alors qu'aujourd'hui nous nous situons plutôt autour de 2,3GW installée/an.⁷

Le projet de centrale photovoltaïque d'Onesse-Laharie permettra d'atteindre les objectifs fixés par l'Etat ces dernières années et RTE dans leur volonté de doubler les capacités installées annuellement pour atteindre les objectifs relatifs à la transition énergétique fixés par le gouvernement français.

Le bureau d'étude ETEN n'a pas fait d'erreur en page 13 de l'étude d'impact. La cartographie présentée a été réalisée par le porteur de projet puis transmise à ETEN. Il s'agit donc d'une coquille dactylographique. Les citernes seront bien d'un volume de 120m³ comme indiqué dans le dossier de permis de construire de l'architecte, qui reprenaient les plans du maître d'ouvrage, en page 15/37. Les dimensions de la citerne sur les deux plans sont identiques.

3.A.2 Coûts des mesures compensatoires

Des coquilles dactylographiques se sont effectivement glissées dans le dossier. Voici une actualisation des coûts à prévoir avec réactualisation des prix actuels en 2023 concernant le fauchage et le gyrobroyage :

Mesures		Coût Projet EIE	Coût Projet actualisé
EVITEMENT	ME 1 : Evitement des zones à fort enjeu écologique	Aucun surcoût	Identique
	ME 2 : Préservation du réseau hydrographique	Mise en place d'une barrière amphibiens sur 1,7 km de long : 10€/ml soit 17 000€	Identique
REDUCTION	MR 1 : Plan d'intervention	Inclus dans le coût projet / travaux	
	MR 2 : Programmation et phasage des travaux		
	MR 3 : Lutte contre les espèces exotiques envahissantes en phase travaux		
	MR 4 : Mise en place d'un itinéraire technique		
	MR 5 : Réutilisation des pistes existantes		
	MR 6 : Limitation de l'emprise des travaux		
	MR 7 : Balisage des zones sensibles		
	MR 8 : Mesures en faveur des chiroptères et de l'Engoulevent		

⁷ Source : <https://assets.rte-france.com/prod/public/2023-09/Bilan-previsionnel-2023-synthese.pdf>



Mesures		Coût Projet EIE	Coût Projet actualisé
	MR 9 : Adaptation des clôtures à la petite faune		
	MR 10 : Scarification ponctuelle des sols		
	MR 11 : Choix de matériaux en harmonie avec le paysage		
	MR 12 : Maintien du sol à l'état naturel		
	MR 13 : Entretien des zones herbacées		
	MR 14 : Lutte contre les espèces exotiques envahissantes en phase d'exploitation	En parallèle de l'entretien (surcoût possible selon espèces)	Identique
	MR 15 : Réaménagement du site en fin d'exploitation	Inclus dans le coût projet / travaux	Identique
COMPENSATION	MC 1 : Mise en gestion de parcelles en faveur du Fadet des laïches	Fauche : 450 €/Ha soit 6 300 tous les 3 ans 90 000 sur 40 ans Mise en place de 2 batardeaux : 600€ la première année	Fauche : 750 €/ha soit 15 000€ tous les trois ans (si pousse normale) sur 20ha. 600 000€ sur 40 ans Mise en place de 2 batardeaux : 600€ la première année
	MC 2 : Mise en gestion de parcelles défrichées en faveur de la Fauvette Pitchou	Gyrobroyage : 750 €/Ha soit 11 250 300 000 sur 40 ans	Gyrobroyage 1 fois par an : 1000€/ha soit 13 320 € (sur 13,32ha) 532 800 € sur 40 ans
SUIVI	Suivi de travaux de construction (6 passages étalés sur 6 à 10 mois)	6 000 € H.T.	Identique
	Suivi environnemental de la centrale en phase exploitation	1ère année : 5 000 € H.T par année de suivi soit 50 000 sur 30 ans.	Identique
	Suivi de travaux de démantèlement (6 passages soit 1 tous les mois)	6 000 € H.T.	Identique
	Suivi des parcelles compensatoires	9 750 € HT par année de suivi soit 117 000 € sur 40 ans	9 750€ HT par année de suivi soit 126 750€ sur 40 ans
TOTAL		586 600 € H.T.	1 339 150 € H.T.

Néanmoins, cela ne remet pas en cause la viabilité économique du projet. Les coûts actualisés ont été pris en compte dans nos modélisations économiques et seront intégrés dans notre candidature à l'AO CRE.



3.A.3 Calcul des surfaces impactées des zones humides

Le détail des calculs de zones humides impactées par le projet a été présenté dans le document complémentaire demandé avant l'ouverture de l'enquête publique.

Ainsi, les zones humides seront imperméabilisées au droit des bâtiments (186m²), des citernes (356m²) et des pistes (6288m²) soit une surface totale de 6830 m².

Le détail des surfaces est présenté ci-dessous.

Les pistes lourdes :

Elles feront une longueur de 1 504,5 m et une largeur de 6 m. La longueur concernée pour l'impact au niveau des zones humides est de 1048m.

La surface des pistes lourdes en zone humide est donc de :

$$\underline{1\,048\,m \times 6\,m = 6\,288\,m^2}$$

Bâtiments :

Dans le cadre du projet, 9 postes de transformation et 2 postes de livraison seront mis en place. La surface occupée par les bâtiments sur les zones humides est donc de 186m² (6 postes de transformations et 2 Points de Livraison)

Citernes :

Dans le cadre du projet, 2 citernes seront mises en place.

La surface occupée par les citernes est donc de 178m².


3.A.4 Boisement compensateur

Les boisements compensateurs qui seront à réaliser dans le cadre du défrichement feront l'objet de discussion avec les gestionnaires forestiers afin de savoir s'il reste suffisamment de surface disponible de telle sorte que la compensation forestière soit réalisée entièrement par replantation. Les gestionnaires forestiers disposent déjà d'accord avec les propriétaires des parcelles éligibles à la compensation forestière. Aujourd'hui, il ne reste quasiment pas de surface dans les Landes, les parcelles proposées au reboisement se situent dans les départements voisins où des pins maritimes peuvent être plantés (Gironde, Dordogne principalement). En effet, les parcelles éligibles à la réalisation de ces boisements doivent respecter un cahier des charges très précis⁸, avec des conditions dans divers domaines à respecter :

- Conditions géographiques :

De façon générale, les terrains proposés seront situés en région Nouvelle-Aquitaine, préférentiellement dans le même département et dans la même région forestière (au sens de l'inventaire Forestier National – sylvo-écorégion) que le terrain défriché. A défaut, le demandeur proposera des terrains dans une autre région forestière en apportant la preuve qu'il a effectué des recherches infructueuses dans le département et la région forestière de situation.

- Conditions de valeur économique pour les terrains :

-  Terrains sans vocation forestière (landes, friches ...) ou supportant des peuplements forestiers de faible valeur économique (peuplements dont la valeur marchande des produits sur pied

⁸ <https://www.landres.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Agriculture-et-Foret/Foret/Defrichement-et-gestion-forestiere/Defrichement>



(hors frais d'exploitation) avant réalisation de la coupe définitive, estimée à dire d'expert au moment du dépôt du dossier, est inférieure à 3 fois le montant hors taxes du devis des travaux de reboisement) : dans le 1er cas, il y a réalisation effective d'un nouveau boisement ; dans le second cas, il y a reboisement conduisant à une augmentation de la production forestière sans que cela se traduise par une augmentation de la surface forestière.

- ✚ Eventuellement, terrains agricoles de très faible valeur agronomique après avis de la chambre d'agriculture concernée. La concertation locale avec les acteurs permettra de définir les terrains adéquats. Ces parcelles ne doivent pas être exploitées et avoir bénéficié d'aides PAC depuis 5 ans.
- ✚ Compte-tenu des enjeux régionaux, les parcelles touchées par la tempête de 1999 et non reboisées ont vocation à accueillir des boisements compensateurs, tout comme les forêts déperissantes. Le demandeur fournira tous les justificatifs utiles permettant d'attester que ces parcelles ont bien subi les dégâts de la tempête 1999. En revanche, les parcelles incendiées ou dévastées par une attaque parasitaire, ne peuvent pas accueillir des boisements compensateurs.

- Conditions écologiques :

Les boisements compensateurs devront respecter les espaces naturels non boisés de valeur écologique (habitats, zones humides ...). Une évaluation de l'impact du reboisement pourra être exigée. Une attention particulière sera portée aux sites Natura 2000, les coupes et travaux devront être compatibles avec les préconisations du site.

- Conditions de surface :

Les terrains objets des boisements compensateurs doivent faire partie d'une unité de gestion d'au moins 1 ha pour les peupliers et les noyers et 4 ha pour les autres essences. Ainsi les terrains isolés, sauf à ce que leur superficie totale soit supérieure à ces seuils, ne sont pas acceptés comme boisements compensateurs.

- Conditions sur les boisements :

Le demandeur devra apporter la preuve que les terrains présentent des garanties de gestion durable :

- ❖ pour les forêts privées : Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles, Règlement Technique de Gestion ou Plan Simple de Gestion ;
- ❖ pour les forêts publiques : aménagement forestier.

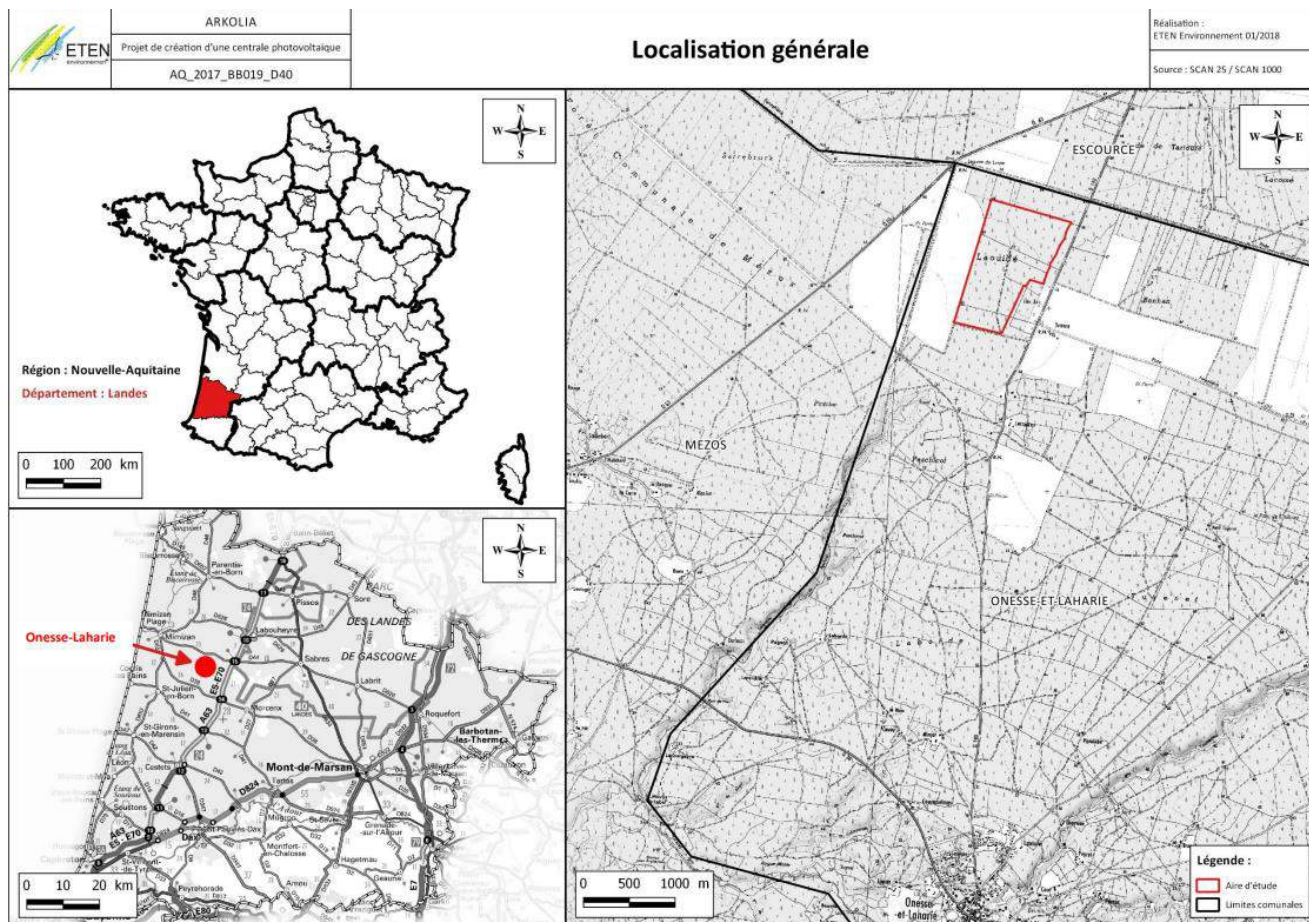
L'essence utilisée sera, dans la mesure du possible, identique à celle du terrain défriché ou appartiendra au même groupe d'essences défrichées (pins, chênes...) sauf inadaptation de celle-ci à la station proposée.

La réalisation des boisements compensateurs ne peut avoir qu'un impact positif sur son environnement au regard de ce cahier des charges. Il sera fait le choix autant que possible de réaliser des boisements compensateurs sur la surface nécessaire (115ha31a54ca).



3.B Résumé non technique

Une coquille s'est effectivement glissée dans la cartographie du résumé non technique localisant la commune d'Onesse-Laharie. Les cartes diffèrent de l'étude d'impact au résumé non technique : celle de l'étude d'impact est correcte et celle du résumé non technique contient cette coquille. Voici donc la cartographie correcte pour éviter toute confusion :



Source : Etude d'impact d'Onesse-Laharie page 9/244

Le RNT fait mention de 4 actions pour l'établissement des mesures compensatoires mais seuls 3 tirets sont présents ensuite. En réalité, le 3^{ème} tiret, page 46/50, regroupe les deux actions nécessaires pour la mise en place des mesures de compensation sont prévues sur ce dossier :

- Compensation en faveur du Fadet des Laïches sur 20ha
- Compensation en faveur de la Fauvette Pitchou sur 13,32 ha
- **Mise en œuvre de suivis et d'ORE** pour encadrer les mesures compensatoires avec un gestionnaire de la compensation reconnu.

Ces deux dernières actions, mise en œuvre d'un suivi et mise en place d'une ORE, se rejoignent mais sont malgré tout distinctes.

3.C Dossier d'architecte

La problématique du nombre de portails indiqué sur le plan de masse a été prise en compte par le porteur de projet. L'annexe 1 présente un plan de masse avec 5 portails espacés chacun de moins de 500m et respectant donc les prescriptions du SDIS. En effet, l'ajout des deux nouveaux portails et le



déplacement de l'un d'entre eux est bien pris en compte par la maître d'ouvrage et sera respecté. Ces portails seront présents sur la centrale solaire pour être en accord avec l'avis favorable délivré par le SDIS.

Concernant les préventions d'incendie au sein de la centrale photovoltaïque au sol, la pose d'extincteurs au niveau des postes de transformation est d'ores-et-déjà prévu, et ce pour toutes les centrales de la société. Ils n'apparaissent pas sur les plans d'architecte car ces derniers se situent à l'intérieur du poste électrique. L'ensemble des consignes de sécurité en vigueur seront respectées :

- ✚ La mise en place d'extincteur poudre ou CO2 de 6L accessibles aux sapeurs-pompiers en cas de départ de feu sur des éléments électriques du poste de transformation et de livraison, ne pouvant pas être traités à l'eau
- ✚ La Signalétique au sein de la centrale solaire
- ✚ Signalisation des composants (identifiées et repérés par des étiquettes facilement visibles et fixées de manière durable en correspondance avec les plans de l'installation : boîtes de jonction, coffrets DC et AC, câbles DC et AC, onduleurs, dispositifs de protection et sectionnement, etc.).
- ✚ L'étiquetage

Une signalisation pour des raisons de sécurité à l'attention des différents intervenants (chargé de maintenance, contrôleurs, exploitants du réseau public de distribution, services de secours) est mise en place :

 - Panneaux d'avertissement dangers ;
 - Etiquetage sur la partie AC ;
 - Etiquetage sur la partie DC pouvant porter les mentions « Attention, câbles courant continu sous tension », « Ne pas manœuvrer en charge »,
 - Etiquetage onduleur indiquant que toute intervention nécessite au préalable d'isoler les sources de tension ;
 - Etiquetages spécifiques pour l'intervention des secours (emplacement des dispositifs de coupure, consignes, etc.)

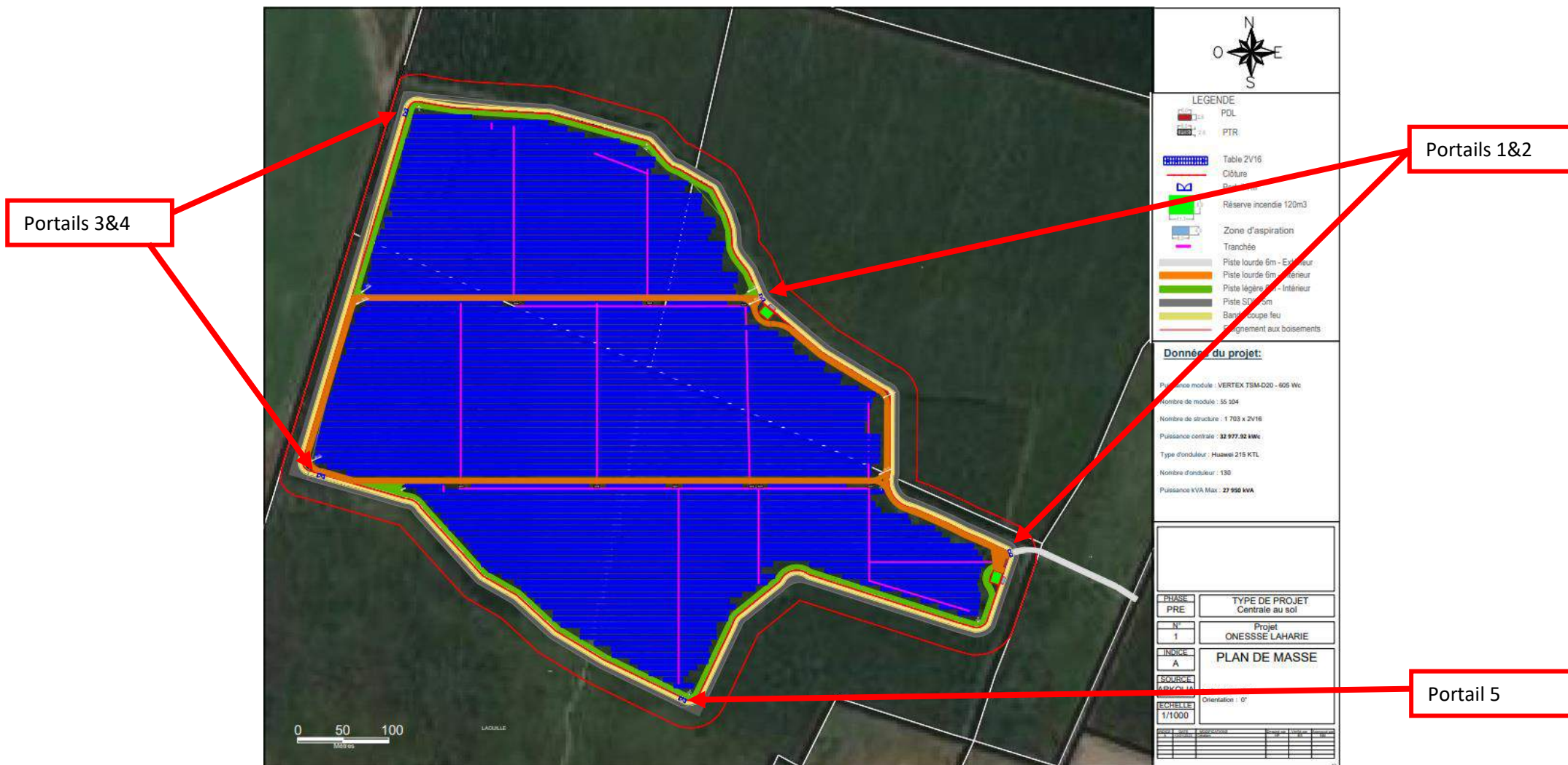
Le phénomène Inondation par remontée de nappe a été pris en compte lors de l'établissement de l'implantation. Ce sujet a également été évoqué en amont dans ce mémoire en réponse. Le projet de centrale solaire n'est pas concerné par cet aléa d'après la cartographie page 52/244. Celle-ci révèle bien que le projet est concerné par un aléa faible à très faible. Une surélévation de poste n'est donc pas nécessaire. De plus, si cela était requis, ce point aurait été abordé par le bureau des risques de la DDTM des Landes qui aurait alors émis un avis défavorable.

3.D Ouvrages DFCI

Le SDIS préconise effectivement de maintenir les infrastructures de la DFCI. Dans le cadre du projet d'Onesse-Laharie, de nouveaux équipements utilisables par la DFCI seront mis en place : notamment la piste externe et l'accès aux différents points d'eau de la centrale solaire. En effet, les camions pourront les utiliser depuis l'extérieur de la clôture.



4. ANNEXE 1 : PLAN DE MASSE CORRIGE – INSERTION DE 2 PORTAILS



5. ANNEXE 2 : CONTRIBUTION INT 1, JEAN-MARIE CLET

COMMUNE DE ONESSE LAHARIE

Enquête publique unique préalable à une demande de défrichement et de permis de construire pour un projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol

Enquête du 26 septembre au 26 octobre 2023 17h00

ddtm-bajep-participation-du-public@landes.gouv.fr

D'après moi les compensations forestières devraient avoir un coefficient de 5 et la DDTM ne devrait pas déroger à sa décision malgré la demande de l'opérateur qui me semble totalement infondée.

Il manque la réponse de la DDTM à cette demande dérogatoire dans le dossier mis à l'enquête.

La solution retenue ne me semble pas la bonne le terrain avec toutes ses contraintes ne doit pas faire l'objet d'une coupe pour changer la nature foncière

Les experts chargés des inventaires ne mentionnent pas leurs diplômes et leurs cursus (je comprends pourquoi certains organismes donnent des avis)

L'ensemble du site fait l'objet d'enjeux fort sur le milieu naturel qui de mémoire lors des études pour les zones de développement de l'éolien l'avait retiré

Il aurait été judicieux que les photographies et les exemples présentées correspondent au site (on pourrait penser que les études d'impact aient été faite du bureau)

Ce dossier doit faire l'objet d'une demande de dérogation de destruction des espèces protégées

La figure 20 de l'étude d'impact définit une petite surface de zone humide quand l'ensemble du projet est en zone humide

Les mesures de compensation me semblent inexactes

Les parcelles concernées sont destinées aux compensations écologiques sont pas de valeurs écologiques significatives

Elles sont constituées de pins de 30 ans donc 2003 ces pins non pas été touchés par la tempête Klaus car a la lecture d'un ancien dossier de ZDE sur ce secteur ils n'étaient pas concernés

La compensation forestière devait être de 5 contrairement à la demande de dérogation d'arkolia d'après moi les services de l'état devraient reconsidérer le ratio par une augmentation de celui-ci

La protection contre les incendies ne respecte pas le règlement interdépartemental sur la protection contre les incendies feux de forêts de juillet 2023

III 1.4 dans résumé technique EI

La présence de deux nappes souterraines dont le bon état global est à prendre en compte de part une certaine vulnérabilité de la ressource (ce projet va à l'encontre d'une protection)



Le défrichement, dessouchage et la mise en place des pieux pour la structure des panneaux va accentuer cette vulnérabilité

Carte 2 de nombreux ruisseaux et rus existent sur le site et l'implantation de ce projet ainsi que le défrichement des terres va entraîner de grosses perturbations hydrographiques

Une ZNEIFF type 2 traverse le projet, tout défrichement serait de nature à compromettre ses protections régaliennes

Ce projet PV comme le défrichement demandé sont de nature à avoir une incidence sur les habitats naturels d'intérêts communautaire sur les zones humides et nécessite un avis favorable de la CDPENAF et de la CNPN

Un accord pour destruction des espèces protégées sera nécessaire

Comme le mentionne la carte 6 les 2/3 de la superficie de l'ensemble du projet est en zone humide

Les enjeux faunistiques comme floristique sont très fort à l'inverse de la carte 7 et d'une visite sur le terrain

Ce projet comme ce défrichement va à l'encontre du maintien des continuités écologiques

Ce projet constitue une erreur s'il était accordé

La carte 10 me semble inexacte car elle ne correspond pas du tout à la carte 6 et à l'état exact des lieux

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation envisagées ne sont pas acceptables aux vues des impacts réels du défrichement comme du projet

Ce projet ne respecte pas le SCOT de la haute landes la surface définie pour les ENR est largement dépassé

Il ne peut pas y avoir des continuités écologiques avec un défrichement, ainsi que la nécessité de défrichement et la destruction des espaces protégés

Ce projet n'est pas compatible avec le plan de développement forestier

Le bilan carbone de ce projet d'après mes calculs serait négatif

EN CONCLUSION JE NE PEUX EMETTRE QU'UN AVIS TRES DEFAVORABLE A CE DOSSIER en cas d'acceptation je pense que des recours juridique seront possible

Clet Jean-Marie

0674803960



6. ANNEXE 3 : CONTRIBUTION INT 2, GERARD ROLLIN

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Notre société, spécialisée dans les travaux de terrassement, plateformes et réseaux, emploie plus de 100 personnes dans le département des Landes.

Une part importante de notre activité est liée au développement des énergies renouvelables dans ce département. C'est pourquoi, en tant qu'employeur et entrepreneur du territoire, nous apportons notre soutien plein et entier à ce projet. Il pourrait mobiliser 6 personnes pendant 3 mois environ.

Cordialement,

Gérard ROLLIN

Chef de service commercial Eolien et Solaire

Tél. 06 61 09 09 27

gerard.rollin@colas.com

COLAS FRANCE

1, rue du Colonel Pierre Avia - 75730 PARIS CEDEX

<http://www.colas.com>

